HISTORIA
magazine
8

Hebdomadaire paraissant le mercredi - n° 201 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



1955 : LES RENFORTS ARRIVENT

Indispensable à la politique de pacification préconisée par Jacques Soustelle, l'Armée fait maintenant partie du paysage algérien.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*	Maquettiste : *Claude Rebelo*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*	Dessinateur : *John Batchelor*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*	Fabrication : *Roger Brimeur*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*	Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Chef service photo : *François Wittmann*	Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*	Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*	Relations publiques : *Claude Bénédick*
Administration : *Christian Clerc*	Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Prix de vente au numéro : France, 3 F. — Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89.
CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.
Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.
NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : Photo E.C.A.



LE GOUVERNEMENT DÉCIDE L'ENVOI DE RENFORTS

Jean FONTUGNE

FÉVRIER 1955. Après le coup de tonnerre du 1er novembre 1954, la rébellion s'est réfugiée dans les monts de l'Aurès, de Kabylie, dans le Nord constantinois, conservant aussi un P.C. dans la Casbah d'Alger. Trop pauvre en armes pour attaquer de front l'armée française, elle fuit le combat. Mais, en revanche, elle contraint la population musulmane à entrer dans son jeu, en l'isolant par la terreur. Sont assassinés tous ceux qui bravent le F.L.N. ou servent l'administration. L'armée doit se battre contre du vide, progressant en aveugle à la recherche d'un adversaire sans visage, qui multiplie ses actions de guérilla.

Dès lors, tout musulman devient un suspect. Le général Cherrière en vient à faire appliquer dans les zones soumises à l'état d'urgence le principe de la responsabilité collective. C'est la répression, l'escalade. Cependant, il ne manque pas à Alger d'autorités pour tenter de renouer le dialogue avec les nationalistes algériens. Jacques Soustelle accepte que Vincent Monteil prenne contact avec des tenants du M.T.L.D. Jacques Chevallier, maire d'Alger, est partisan de ces rencontres. Mais pour Jacques Soustelle, il s'agit de contacts, non de négociations.

Dès novembre 1954, Mitterrand, parlant sous le couvert de Mendès-France, a lui-même affirmé : « L'Algérie, c'est la France. » Avec l'accord du nouveau président du Conseil, Edgar Faure, Soustelle précise : « Le choix a été fait : c'est l'intégration. » Dans la Casbah d'Alger, où croisent des chefs de la rébellion, Rabah Bitat, qui tente d'organiser le terrorisme urbain, est arrêté. Et dans les djebels, des renforts arrivent : 26 000 jeunes appelés de métropole. Durcissant sa position, le gouvernement déclare, par la voix de Bourgès-Maunoury, ministre de l'Intérieur, venu à Alger en mai : « Il ne peut être question d'interlocuteur valable. »

Dans le même temps, le F.L.N. prend pied en France, dans les milieux de travailleurs algériens, qui deviendront les « banquiers de la rébellion ». A l'extérieur, il multiplie ses contacts avec le tiers monde, qui apportera rapidement aux rebelles une aide morale et matérielle de plus en plus importante.

Cependant, au Sahara, des équipes françaises fouillent les sables. Le pétrole algérien va jaillir à Hassi-Messaoud en 1956. Fabuleuse découverte. Nouvel enjeu aussi, qui donnera au conflit une dimension internationale et inattendue. J. F.

SOMMAIRE N° 201

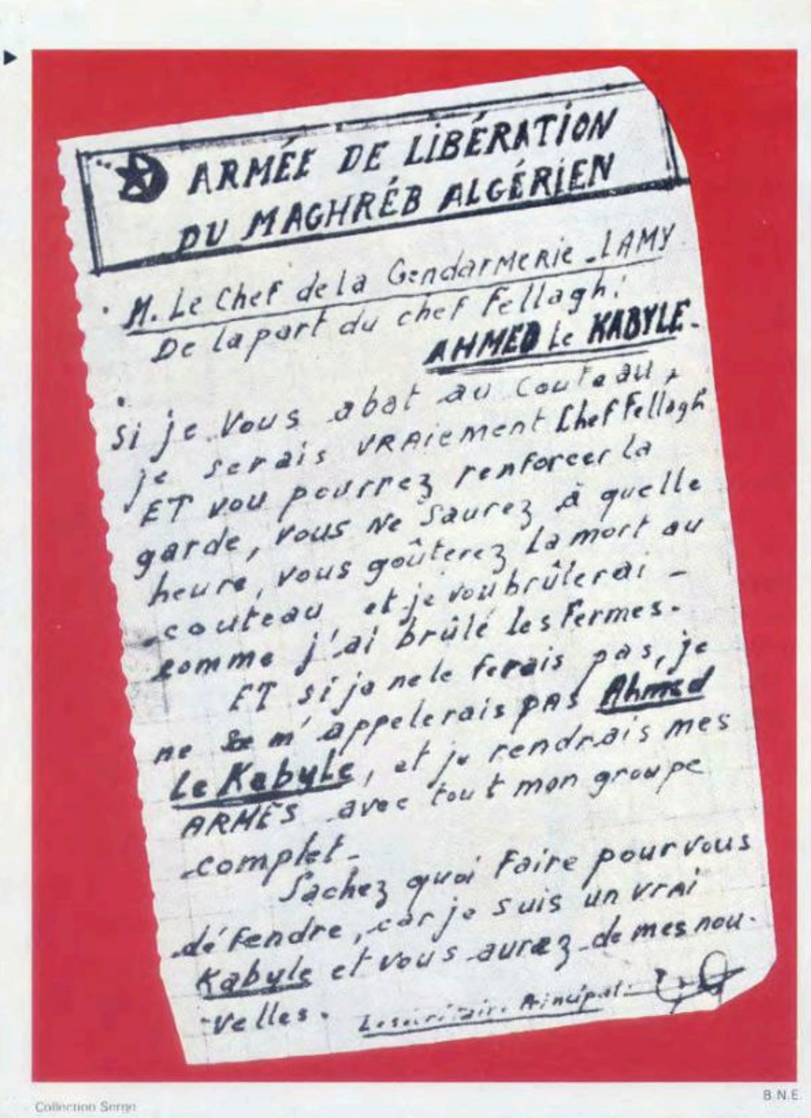


LE TEMPS DE LA VIOLENCE

La révolte se propage, sans qu'on sache où elle va frapper. Ce que des hommes ont accompli, d'autres le détruisent.

E.C.A.

1955. En Kabylie, dans l'Aurès, dans le Constantinois, le F.L.N. menace de mort ceux qui portent le képi de l'autorité française. Gendarmes, gardes champêtres, gardes forestiers, sont visés les premiers. La sentence arrive par la poste. C'est le courrier du sang. Dans un style au couteau. Marqué de l'étoile et du croissant, insignes de la rébellion. ▶



ARMÉE DE LIBÉRATION
DU MAGHRÉB ALGÉRIEN

M. Le Chef de la Gendarmerie LAMY
De la part du chef Fellagh:
AHMED Le KABYLE.

Si je vous abat au Couteau,
je serais vRAiement Chef Fellagh
ET vou pourrez renforcer la
garde, vous Ne Saurez à quelle
heure, vous goûterez la mort au
couteau et je vou brûlerai -
comme j'ai brûlé les Fermes.
ET si je ne le ferais pas, je
ne m'appelerais pas Ahmed
Le Kabyle, et je rendrais mes
ARMES avec tout mon groupe
complet.
Sachez quoi Faire pour vous
défendre, car je suis un vrai
Kabyle et vous aurez de mes nou-
velles. Le secrétaire Principal

Collection Sergo



B.N.E.

Quand les secours arrivent, il est toujours trop tard. Des murs calcinés, des poteaux couchés, des fermes dévastées, le silence... ▶



l'A.L.N., Armée de Libé

L'OPÉRATION de la Toussaint, montée par le C.R.U.A., avait été conçue par les conjurés comme une manifestation, un énorme scandale destiné à secouer l'assoupissement des masses musulmanes et à éveiller l'attention de l'opinion française sur la nécessité de réformes.

En fait, un mois plus tard, il s'avéra que, si le scandale avait été grand, les résultats matériels étaient négligeables. D'autre part, les masses musulmanes demeuraient étrangement passives et même, dans la plupart des cas, jugeaient sévèrement les révolutionnaires qui risquaient de les entraîner dans l'escalade de la répression. Bien plus, seule une infime minorité osait espérer que la révolte ne serait pas écrasée.

Devant ce bilan peu encourageant, il est assez remarquable que le petit groupe des conjurés de la Toussaint n'ait pas perdu l'espoir et que, placé par les circonstances le dos au mur, il ait eu l'intelligence de relancer son action selon des formules particulière-

◀ Fellaghas : le mot signifie coupeurs de routes. Employé pour désigner d'abord les rebelles tunisiens, il passe en Algérie par les chemins détournés du terrorisme. Des routes, jusque-là paisibles, changent soudain de visage. Pour les soldats, c'est l'embuscade ; pour les civils, le car qui doit stopper sous la menace des fusils. L'Algérie semble revenue aux premiers jours de la conquête, à l'attaque des diligences. Autre *western*, un siècle après.

Ionesco/Réalités

ation Nationale : une rébellion sans visage

ment bien choisies, qui devaient assurer le succès ultérieur de la révolte. Il est intéressant d'analyser ces formules.

Comme déjà les rebelles irlandais...

Il ne semble pas, d'ailleurs, que l'élaboration du nouveau plan d'action ait résulté de raisonnements théoriques très poussés. En fait, la situation des conjurés était celle d'hommes traqués. Il était pour eux essentiel et urgent de neutraliser les informateurs de la police pour aveugler le système répressif, donc de s'assurer le contrôle de la population musulmane.

Pour ce faire, le premier réflexe fut d'instaurer un terrorisme implacable : tout informateur serait exécuté de façon spectaculaire et rituelle, par égorgement, si possible devant la population assemblée. De tels exemples ne tarderaient pas à museler tout le monde. Il serait en outre possible, par ce procédé, d'éliminer progressivement tous les musulmans fidèles à la France.

Cette réaction élémentaire, qui avait été celle des révolutionnaires irlandais, devait être appliquée par les Algériens avec des procédés auxiliaires qui devaient se révéler efficaces.

Discipline religieuse imposée au couteau

S'appuyant sur les traditions laissées par le mouvement ulema, d'inspiration religieuse, la prise en main de la population exploita le thème politique d'un retour à l'orthodoxie musulmane : interdiction de boire du vin et de fumer. Par ces méthodes, les révolutionnaires s'identifiaient aux traditions nationalistes les plus caractéristiques. En outre, imposant un comportement visible d'un ascétisme facile à suivre, mais marquant nettement les sympathisants et les adversaires, il permettait une pression généralisée sur l'ensemble de la population masculine. Comme il eût été impossible que cette discipline fût acceptée volontairement, elle fut imposée par un terrorisme mineur : les révolutionnaires coupaient le bout du nez des contrevenants après plusieurs avertissements ou amendes. Ce châti- ▶

Collection Serge



Une auto abandonnée sur le bord de la route. Quand ▶ l'armée intervient, il n'y a plus personne. Reste à juger des dégâts, à rechercher la piste des rebelles, dans un paysage où chaque taillis peut masquer un danger. C'est la guerre de surface. Être partout, faire face à tout.

le F.L.N. impose sa loi: la corde et le couteau pour tout homme qui refuse de se soumettre



◀ Dans les douars perdus où les rebelles règnent la nuit, on pend les chiens et les hommes. Les chiens, pour qu'ils n'aboient pas à l'arrivée des groupes armés ; les hommes, quand ils ont trahi la rébellion et la loi du silence.

ment marquait définitivement d'opprobre les opposants et avait une portée psychologique considérable. Grâce à ce moyen de pression, l'existence du mouvement fut rapidement connue ainsi que sa présence invisible. De plus le caractère « bon musulman » de la pression ainsi exercée ne pouvait qu'avoir une heureuse influence sur les populations, et notamment sur les femmes.

Naturellement, le développement de cette politique supposait la réalisation de véritables réseaux clandestins à base de cellules étroitement cloisonnées, selon les procédés révolutionnaires classiques. Mais grâce à l'action entreprise, l'organisation devait faire rapidement boule de neige, d'abord dans l'Aurès et en Kabylie, plus tard dans le Constantinois et à Alger.

L'égorgement. Atrocement appelé « le sourire kabyle »: Il fera mourir plus de musulmans que d'Européens. Ceux qui bravent les interdits inspirés des traditions de l'islam : pas de tabac, pas d'alcool. La mort frappe aussi les fidèles de la France.
▼



◄ On marque les hommes comme le bétail : au fer rouge. Le F.L.N. appose son sceau sous les pieds des cadavres. Cadavres de colons, cadavres de musulmans, retrouvés à l'aube, sur un sentier.

Hiérarchie dans l'atroce. Quand la sentence est plus légère, on n'égorge pas le fumeur. On lui coupe le nez. Si, par miracle, la victime est sauvée à temps, le chirurgien recoud. Pour un Arabe, le *nif* (le nez), c'est le panache. ▼

Collection Bromberger

Mais ce développement devait également obéir à une logique particulière qui devait assurer son succès.

Le mouvement était très faible. Il lui fallait donc agir avec prudence tout en recherchant le maximum de rendement psychologique. Avec un jugement très sûr, les révolutionnaires s'en tinrent à la ligne de conduite suivante :

1) Continuer et étendre la manifestation scandaleuse de la Toussaint, mais en se limitant à des objectifs non défendus (fermes isolées, écoles rurales, ouvrages d'art non gardés), qui seraient brûlés ou détruits.

Ces opérations narguaient l'autorité française et renforçaient le prestige de la révolte ;

2) Lorsque la population serait suffisamment organisée et prise en main, la compromettre en la faisant participer aux destructions. L'opération la plus fréquente a consisté à couper les poteaux télégraphiques. Les révolutionnaires plaçaient ainsi les autorités françaises devant une alternative difficile : soit réprimer à l'aveuglette et jeter la population dans le camp de la rébellion, soit accepter le fait accompli et, en pays d'Islam, perdre tout prestige.

Les rebelles algériens élèves de Lawrence

En fait, cette tactique d'extension en tache d'huile, que les fellaghas venaient d'inventer, répondait parfaitement à la théorie exposée par Lawrence dans son livre *les Sept Piliers de la sagesse* à



Agence Dalmas



Agence Dalmas



Il arrive qu'on fasse la guerre comme on chasse. On débusque le gibier, qui est un homme. Un chien l'a « levé ». Un rebelle ? Un suspect ? Simplement un berger ?



▲ Dans le plus innocent bouquet d'arbres, derrière un mur de pierres, un rebelle se terre avec son arme. Certains s'en servent jusqu'à la mort.



◀ Un *djounoud*, le nom des réguliers de l'A.L.N. Pour la justice française le *djounoud* capturé est un « hors-la-loi pris les armes à la main ». Formule consacrée. Il répondra de son action devant le tribunal militaire de la ville la plusproche.

Agence Dalmas

entre les rebelles et l'armée une guerre d'alerte et d'embuscade : la guérilla

propos de sa méditation dans le désert d'Arabie, où il mit au point, en 1916, sa « manœuvre de Médine ». Réfléchissant au problème que la révolte arabe avait posé aux Turcs, Lawrence avait eu la révélation que la seule façon de prendre le meilleur sur les Turcs avec des moyens peu puissants était d'*étendre en surface* la menace que faisait planer la rébellion, sans jamais forcer les Turcs à se replier ni à se regrouper. A partir d'un certain rapport de surface, la rébellion aurait automatiquement le dessus. Sans le savoir, à la fin de 1954, les fellaghas, en Algérie, élèves de Lawrence d'Arabie, entament une gigantesque « manœuvre de Médine ».

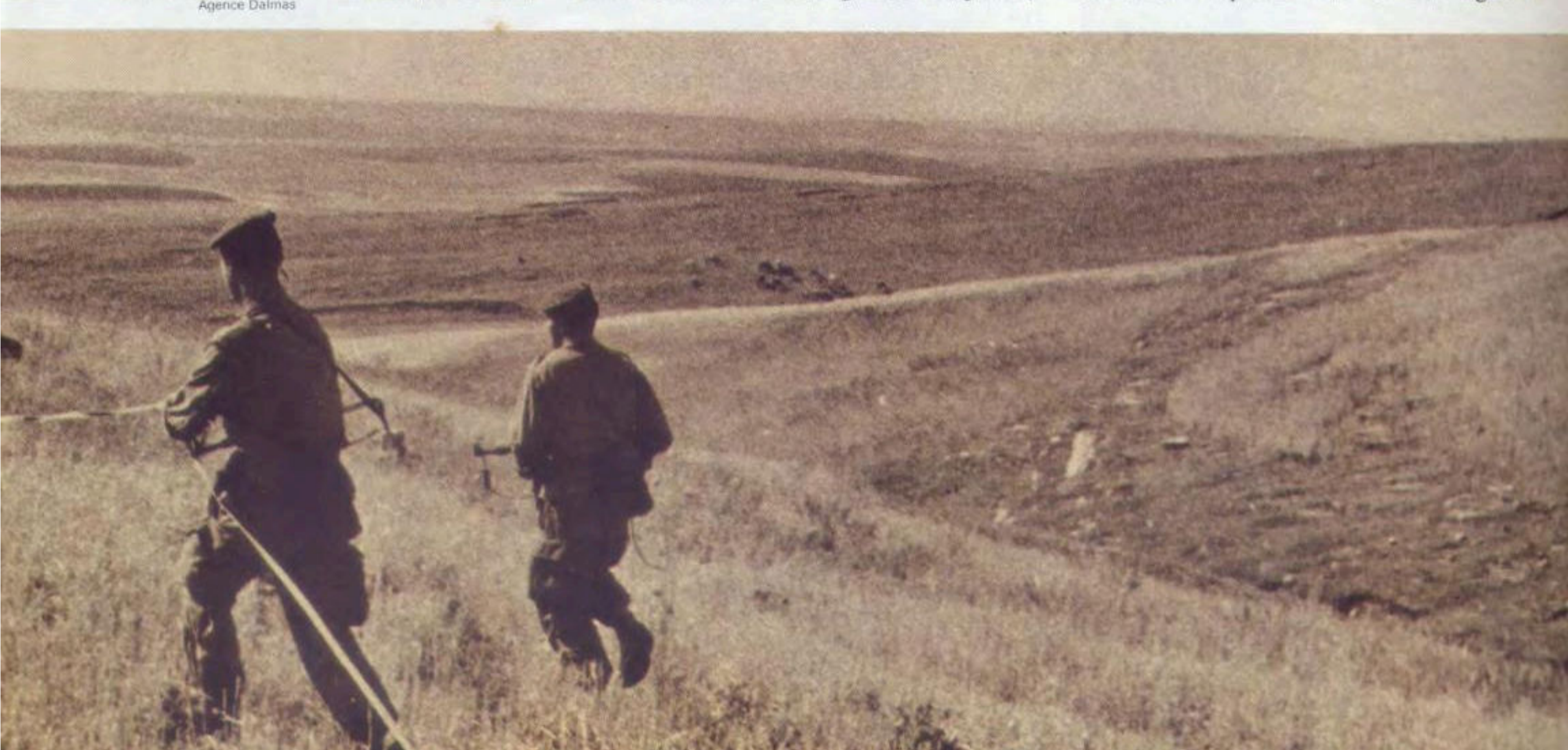
Il s'agit de menacer tout ce qui n'est pas gardé afin de forcer les troupes françaises à protéger une infinité de points et, par là, de se diluer de plus en plus. C'est par ce mécanisme que l'on verra, plusieurs années plus tard, 400 000 soldats français pratiquement engagés et tenus en éveil par probablement moins de 20 000 fellaghas.

Mais cette « manœuvre de Médine » à l'échelle algérienne allait se développer dans un terrain favorable.

La sous-administration : meilleure arme du F.L.N.

Contrairement à la légende qui s'instaurera après coup, ce n'était pas le terrain politique qui était le plus favorable. Dans leur très grande majorité, les populations musulmanes redoutaient la révolte et faisaient confiance aux Français pour résoudre leurs problèmes tôt ou tard. Mais ce qui agit de façon décisive en faveur de la rébellion, ce fut la sous-administration des départements algériens, ou, quand il y avait des traces d'administration, la mauvaise qualité fréquente de cette administration sur le plan local, souvent discréditée.

Dans les communes dites « de plein exercice » parce qu'il y avait une certaine proportion de colons européens, le pouvoir politique était entre les mains des maires élus par le « premier collège », c'est-à-dire par les Européens, grossis des anciens combattants musulmans. Le « deuxième collège » électoral, celui des sujets musulmans, n'avait qu'une influence minime. Dans les « communes mixtes », circonscriptions placées sous l'autorité d'un administrateur, tout le système administratif était entre les mains de fonctionnaires : gardes champêtres, à l'échelon du douar, caïds à l'échelon de la tribu. Toutefois, en pays berbère, il existait des assemblées de notables musulmans à l'échelon des villages. Si l'on ajoute que la densité des brigades de gendarmerie était plus de dix fois moindre qu'en métropole, que les effectifs de la police (renseignements généraux et police criminelle) étaient dérisoires, ainsi d'ailleurs que ceux de la police en uniforme dans les villes, on imaginera facilement que toute cette armature, dont l'efficacité reposait sur le renseigne- ▶



cent poteaux coupés : un village déplacé

le 13 MAI 1955

10e REGION MILITAIRE
ETAT-MAJOR

COPIE SECRET

GENERAL COMMANDANT 10e REGION MILITAIRE
à
GENERAL COMMANDANT LA DIVISION DE CONSTANTINE
ALLARD

N° 1056/EM/3 – VOICI POUR VOTRE INFORMATION PERSONNELLE ESSENTIEL MON ENTRETIEN AVEC GOUVERNEUR QUE J'AI TROUVE TRES COMPREHENSIF – STOP – ESPERE DONC VOTRE PREFET VA RECEVOIR INSTRUCTIONS SUR BASES GENERALES SUIVANTES – STOP – ALLEGER TROUPES AURES – STOP – REPRIMER BRUTALEMENT TOUTE APPARITION REBELLION NOUVELLE – STOP – PRIMO : REPARTITIONS FORCES – STOP – PREMIER TEMPS RETIRER MINIMUM 5 BATAILLONS AURES – STOP – AU MOINS TROIS A DIRIGER SANS DELAI NORD – STOP – PEUT-ETRE 2 A CONSERVER RASSEMBLES KHENCHELA ET BATNA PRETS A FAIRE MOUVEMENT SUR TRES FAIBLE PREAVIS – STOP – VOIR ENSUITE SI PRELEVEMENT SUPPLEMENTAIRE PEUT ETRE OPERE OU ENVISAGE – STOP – SECUNDO : CONDUITE A TENIR AURES – STOP – LAISSER SE DEVELOPPER ACTION ADMINISTRATEURS ET OFFICIERS A.I. – STOP – NE PAS INAUGURER POLITIQUE REPRESSION BRUTALE MAIS REAGIR IMMEDIATEMENT SI INCIDENTS GENRE BOU YAKADANE ET KHOURIENS M'CHOUNECHE – STOP – PUISQUE INTERIEUR MASSIF POURRI Y LAISSER SEULEMENT QUELQUES BATAILLONS ITINERANTS ENTRE POINTS FIXES BIEN TENUS PAR TROUPES OU GOUMS – STOP – MAIS CONTROLER ET SURVEILLER SURTOUT POURTOUR MASSIF POUR EVITER EXTENSION POURRITURE – STOP – TERTIO – FRONTIERE ALGERO-TUNISIENNE – SANS CHANGEMENT – STOP – QUARTO – CONDUITE A TENIR NORD – STOP – TOUTE ECLOSION REBELLION NOUVELLE DOIT ENTRAINER AUSSITOT D'UNE PART ACTIONS BRUTALES CONTRE BANDES REBELLES ET D'AUTRE PART SANCTIONS CONTRE COMPLICES EN VERTU RESPONSABILITES COLLECTIVE – STOP – PREMIER

EXEMPLE RESPONSABILITE COLLECTIVE – STOP – DESTRUCTION 99 POTEAUX TELEGRAPHIQUES PRES OUED ZENATI STOP – ON SAIT TOUS MALES D'UN DOUAR EXECUTANTS – STOP – DOUAR DEVRA PAYER POTEAUX DETRUITS ET REMPLACER NOUVEAUX, PUIS TOUS MALES ELOIGNES – STOP – DEUXIEME EXEMPLE – STOP – PONT DETRUIT PIOCHE – STOP – EXECUTANTS SI CONNUS ET HABITANTS MECHTAS PROCHES OBLIGATOIREMENT AU COURANT DEVRONT FOURNIR GRATUITEMENT MAIN D'OEUVRE REFECTION PUIS EVENTUELLEMENT ETRE ELOIGNES – STOP – SANS PREJUDICE REQUISITIONS TROUPEAUX PAYES PLUS TARD POSSIBLE – STOP – EXEMPLE REPRESSION – STOP – SI CAS ANALOGUE EL MILIA LE 10, ATTAQUER AUSSITOT BANDES ADVERSES PAR TOUS MOYENS Y COMPRIS MITRAILLEUSES, ROCKETS ET BOMBES LEGERES OU LACRYMOGENES AVIATION – STOP – BIEN ENTENDU POINTS ET MODALITES MESURES REPRESSION ET SANCTIONS A REGLER EN ACCORD AVEC AUTORITE CIVILE – MAIS CELLE-CI DEVRA MONTRER IMMEDIATEMENT VIGUEUR AUTRE QUE VERBALE – QUINTO – AI PRECONISE EXTENSION ETAT URGENCE A TOTALITE DEPARTEMENT ET POUR EVITER GLISSEMENT REBELLES A ARRONDISSEMENT AUMALE – STOP – IL FAUDRA EGALEMENT ELOIGNER DAVANTAGE DE REBELLES ET COMPLICES CONNUS – STOP – SEXTO – GOUVERNEUR TRES FERME POUR EVITER SAUF CAS PARTICULIERS FRACTIONNEMENT BATAILLONS ET ESCADRONS GENDARMERIE MOBILE – STOP – SEXTO – CE QU'IL VEUT C'EST ETABLIR ORDRE DANS TRIANGLE EL MILIA – EL ARROUCH – CONSTANTINE – AVEC MESURES PRECAUTIONS OUED ZENATI ET BABOR – FIN

Signé : CHERRIERE.

13 mai 1955. Le général Cherrière, commandant l'armée en Algérie, envoie ses directives personnelles au général Allard, responsable militaire du Constantinois : répression brutale contre les hors-la-loi, sanctions collectives contre les populations. État d'urgence.

ment par des informateurs, devait se montrer complètement impuissante dès que la population aurait été muselée.

C'est ainsi que la rébellion s'étendit en surface comme un feu de prairie.

Comment mater cette rébellion ?

Les autorités françaises tentèrent naturellement de réagir. Mais on s'aperçut, à ce moment, que l'appareil répressif était presque totalement mis en défaut par les méthodes des fellaghas.

A vrai dire, l'appareil administratif colonial avait su, dans le passé, surmonter des difficultés beaucoup plus grandes. Mais il l'avait fait, soit en s'appuyant sur une législation répressive efficace, soit en prenant des libertés avec la légalité. En 1954, ces deux voies étaient fermées : la législation répressive traditionnelle (état de siège, cours martiales, peine de mort sans appel dans les vingt-quatre heures) avait été complètement émasculée par des lois successives de 1918 à 1937. Dans un réflexe vital, la IIIe République, en 1940, sous l'influence de Georges Mandel, avait rétabli une partie des anciennes dispositions légales répressives que Vichy avait, par la suite, complétées. C'est sous cette législation d'exception que s'était déroulée la Libération, ce qui avait permis les cours martiales de l'époque.

De Gaulle, soucieux de rétablir son contrôle sur la justice et de revenir à la légalité d'avant guerre, abrogea progressivement ces lois d'exception. La IVe République devait compléter cette tendance, si bien qu'en 1954 les dispositions légales en matière répressive étaient totalement inopérantes.

Monsieur Lebureau s'associe à Courteline

Certes, on aurait pu tourner la loi, comme on avait fait plus d'une fois dans le passé, en Algérie. Mais François Mitterrand était au début le ministre de l'Intérieur, puis le garde des Sceaux. Sa réputation de républicanisme intransigeant glaçait de terreur les fonctionnaires pusillanimes — qui n'imaginaient pas d'ailleurs que ce ministre-épouvantail souhaitât à ce moment une répression implacable. Le ministre lui-même pouvait difficilement prêcher ouvertement l'illégalité (1). *(suite page 234)*

(1) Il le fit au cours de plusieurs entretiens privés, mais cela ne suffit pas à rassurer les consciences timides.





◄ Pour assurer la sécurité du territoire et couper le F.L.N. de ses bases, l'armée française va appliquer la tactique du regroupement, celle que connaissaient déjà les populations de Malaisie, de Palestine et de bien d'autres pays en proie à la guerre révolutionnaire.

René Vauthier

◄ De nombreux Algériens vont quitter, bien malgré eux, leur humble ferme, leur village avec tous leurs pauvres biens et les quelques têtes de bétail qui sont souvent leur vraie fortune. Parfois contre leur volonté, ils vont participer à ces longues années de combats.

René Vauthier

le drame silencieux des civils musulmans : suspectés par l'armée, terrifiés par le F.L.N.



René Bail

L'arrivée de renforts (ici commandos marine) accompagnés de nouveaux moyens matériels permettra au 5e bureau de l'armée française d'engager la guerre psychologique. Après avoir expliqué aux notables les raisons du conflit, il s'agira ensuite de les convaincre de participer au combat et d'utiliser leur influence pour empêcher les rebelles de renforcer leurs troupes.

Le résultat fut que la législation du temps de paix imposait que chaque fellagha tué ou blessé, chaque soldat tué ou blessé, fît l'objet d'une instruction par la magistrature, après rapport de la gendarmerie, déposition des témoins (donc des soldats et des officiers), reconstitution sur le terrain, et donnât lieu à jugement. Quand les cadres militaires découvrirent cette incroyable comédie, ils eurent l'impression que l'on cherchait à entraver leur action, d'autant que les fellaghas arrêtés étaient rapidement relâchés « faute de preuves juridiques ». Il fallait en effet, pour obtenir une condamnation, qu'un procès contradictoire permît d'apporter la preuve juridique que le fellagha arrêté était coupable d'un des délits définis par la loi, délits qui ne comprenaient pas l'appartenance à une organisation révolutionnaire et qui ne punissaient la possession d'armes que des mêmes peines encourues dans la métropole pour un défaut de permis de port d'arme. La double fiction du « temps de paix » et de « l'Algérie partie intégrante de la France », jointe à nos lois visiblement paternalistes et inadaptées, allait permettre la rapide extension de la révolte. Monsieur Lebureau s'associait à Courteline pour perdre l'Algérie...

Dans le même temps, les autorités civiles et judiciaires disaient en confidence aux militaires : « Nous comprenons votre désarroi, mais nous, nous sommes désarmés. Pourquoi nous remettez-vous ces gens, puisque vous savez que nous ne pouvons rien faire ? Appliquez une justice expéditive, nous fermerons les yeux... » Telles étaient les dangereuses tentations créées par cette situation absurde.

L'armée compte ses billes

Cette situation absurde ne pouvait durer. Les autorités militaires françaises n'avaient théoriquement aucune responsabilité mais elles sentaient que l'on allait tôt ou tard faire appel à elles. D'ores et déjà, des forces militaires étaient requises et opéraient sous la direction des préfets, ce qui était assez peu logique.

Aussi, dès le début de la révolte, dans les derniers mois de 1954 et les premiers de 1955, les chefs militaires obéissent à deux ordres de préoccupations contradictoires. D'une part, ils cherchent à éviter de devenir les boucs émissaires d'une situation dont la responsabilité ne leur incombe pas ; aussi ne souhaitent-ils pas voir instaurer l'état de siège, que, d'ailleurs, les autorités civiles redoutent elles aussi. D'autre part, ils s'efforcent de trouver des procédés susceptibles de faire sur la population une pression qui puisse compenser celle qu'ils subissent de la part des fellaghas. Compte tenu de la législation existante, ce n'est pas commode. Les espoirs se cristallisent alors sur l'idée de proclamer la « responsabilité collective » des villages.

Il s'agissait de faire admettre qu'un village qui a détruit une école ou des poteaux télégraphiques doit reconstruire ce qui est détruit et payer une amende. Le principe a un aspect juridique assez boiteux, mais il a surtout pour inconvénient majeur de renforcer la cohésion des populations et de risquer de les rejeter du côté de la dissidence.

Mirage d'une solution militaire

En attendant, en cette fin d'année 1954, les autorités civiles et militaires se sentent impuissantes devant l'extension progressive de la dissidence. A ce stade, ce n'est pas la force qui manque, encore qu'elle soit limitée, car l'adversaire est infiniment plus faible. Ce qui manque désespérément, c'est un concept d'action adapté à la situation. Celle-ci n'est pas assez dramatique pour justifier les grands moyens, desquels, d'ailleurs, tout nous dissuade : le légalisme, l'humanité foncière de notre civilisation et peut-être surtout le souvenir récent des exactions nazies en France pendant l'occupation.

Les populations musulmanes, d'ailleurs, nous paraissent fidèles dans leur grande majorité. Il faut donc les ménager et rétablir le contact en partie perdu par la sous-administration de l'Algérie.

Ce qu'il faut surtout, c'est ne pas refaire les erreurs que nous avons commises en Indochine. L'armée souffre de cet échec et veut faire de l'Algérie un succès. Ainsi, elle va s'engager peu à peu et de plus en plus à fond dans cette aventure sans issue. Sans issue parce que les conditions mêmes de la lutte, comme on vient de voir, conduisent comme par la main les insurgés à employer des solutions justes et efficaces, tandis que ces mêmes conditions nous imposent des comportements aussi mal adaptés que possible à la situation. Jusqu'au bout, l'armée poursuivra le mirage d'une solution militaire qui n'aurait pu réussir pleinement que par un effort soutenu de vingt ans et plus, c'est-à-dire d'une durée du même ordre que celle qui avait été nécessaire pour la conquête.

L'avenir montrera que c'était un projet trop vaste pour pouvoir être soutenu jusqu'au bout par l'opinion de la métropole. Mais on ne le sait pas encore dans cette première phase de la rébellion qui, malgré sa faiblesse, va maintenant s'étendre, lentement mais inexorablement, à toute l'Algérie. H

Général BEAUFRE

Jacques Chevallier l'homme du dialogue



Keystone

◀ **Jacques Chevallier (1911-1971). Maire et député d'Alger. Missionnaire du rapprochement des deux communautés.**

Jacques Soustelle (né en 1912). ▶ **Dernier gouverneur de l'Algérie de 1955 à 1956.**



E.C.A.

6 février 1955. Le gouvernement Mendès-France tombe après quatre jours de débats houleux. 319 voix contre 273. Maigre majorité, arrachée de haute lutte par des parlementaires comme René Mayer, député de Constantine. Dans l'hémicycle, c'est le vacarme. Avant de quitter la tribune, Mendès-France force sa voix et lance cette prophétie :

– En Afrique du Nord, ou bien ce sera la politique d'entente, ou bien la politique de répression et de force, avec toutes ses horribles conséquences !

Jacques Chevallier, maire d'Alger, dont le portefeuille de secrétaire d'État aux Forces armées terre va passer en d'autres mains, avec la chute de Mendès-France, prend l'avion pour Alger. A son arrivée, il déclare :

– La plus grande fierté de ma carrière politique, ce sera d'avoir appartenu au ministère de Mendès-France !

En fait, derrière les défis, la désinvolture, les boutades, il y a le drame profond d'un homme. Jacques Chevallier est déchiré entre deux passions : les pieds-noirs et les Arabes. Il veut sauver les uns, *et pour les sauver, les amener à comprendre que, plus que la France, l'Algérie est leur patrie charnelle, celle des projets exaltants, des vastes horizons, des villes éclatantes, où il y a place pour tous, dans une fraternité totale avec* les autres, *fils de cette terre, les musulmans.*

Pied-noir, il l'est, dans ses manières, son verbe, son réalisme et son tonus. Fils de la haute bourgeoisie algéroise, il descend par une de ses grand-mères d'une famille sudiste de Louisiane. Il a gravi, en souplesse, tous les échelons de sa carrière politique : conseiller général, délégué à l'Assemblée algérienne, maire d'Alger, ministre, enfin. En souplesse, certes, mais, très étrangement, à rebours. En 1934, il a vingt-deux ans. A l'âge où la jeunesse incline aux grandes idées libérales, il milite, lui, dans les rangs des « Volontaires nationaux » du lieutenant-colonel de La Rocque. Polémiste brillant, il finira par précipiter le départ du gouverneur général Yves Chataigneau. Puis Chevallier bifurque politiquement, pour rejoindre les libéraux, dont il devient le leader et, du même coup, l'homme à abattre, pour les ultras.

C'est en « bâtissant Alger » que Chevallier a pris conscience de la manière dont il fallait « bâtir » l'Algérie. Après sa triomphale élection de mai 1953 à la tête de la municipalité, il groupa, au sein de cette dernière, des hommes de bonne volonté, pieds-noirs et musulmans, nationalistes modérés, dont le plus représentatif fut Mᵉ Kiouane, avocat au barreau d'Alger.

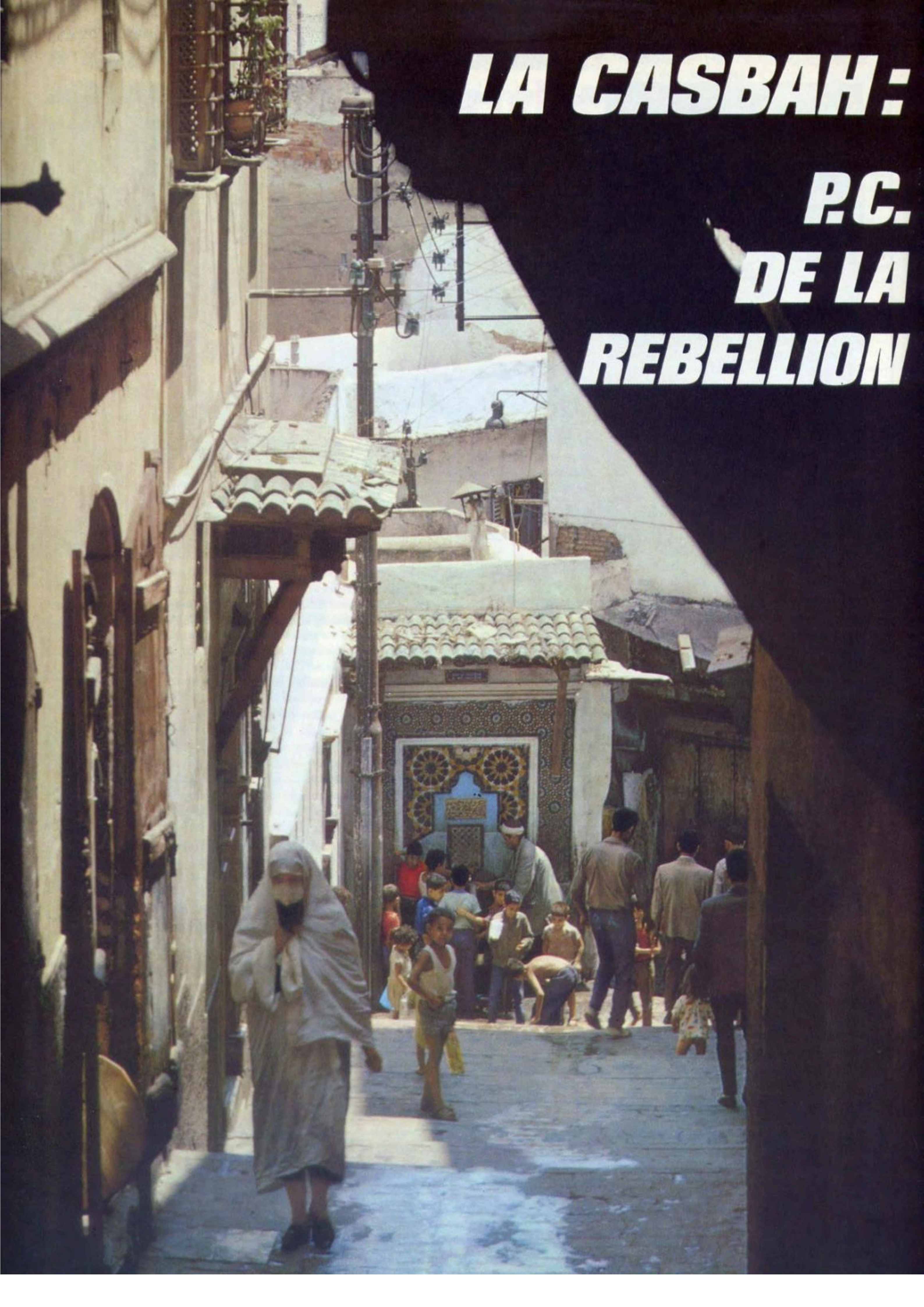
Kiouane, Ben Khedda, pharmacien à Blida, Moulay Merbah, un des adjoints du vieux Messali Hadj, sont sans doute des nationalistes, mais aucun d'eux n'a participé à la préparation de novembre 1954. Parallèlement à la guerre, qui gagne du terrain, le maire d'Alger et son équipe s'attellent à une tâche gigantesque et exaltante : bâtir une ville où les deux communautés trouveront un toit ; prendre le problème sous son angle humain ; apporter comme argument ces ensembles prodigieux qui vont s'appeler Diar el-Maçoul, Diar es-Saada, la Cité du soleil, la Cité du poisson, ou Climat de France. C'est dans sa mission d'édile que Chevallier va, pour la première fois peut-être, découvrir la misère du peuple musulman, mais aussi les problèmes des « petits Blancs ». Pris dans ses dossiers, ses cartes, ses chantiers, le Chevallier bâtisseur se détache peu à peu de l'Algérie d'hier, et le conflit éclate quand, au lendemain du 1ᵉʳ novembre, la police algéroise, en partie ralliée à Borgeaud, arrête Ben Khedda, Merbah et Kiouane. Inculpation : atteinte à la sûreté extérieure de l'État. En fait, les trois hommes avaient protesté, dans Alger Républicain, *le journal communiste, contre la dissolution du M.T.L.D. et lancé un appel contre la répression. Jacques Chevallier prit ces arrestations comme un coup bas et, encore secrétaire d'État à la Guerre, offrit sa démission à Mendès-France, en décembre 1954. Finalement, l'affaire se colmate.*

Quittant le pouvoir, le 6 février 1955, Mendès-France ne léguait pas qu'un mode d'emploi du problème algérien à son successeur. Il léguait aussi Jacques Soustelle, qu'il avait nommé gouverneur, en remplacement de Léonard, le 26 janvier 1955. Quand Soustelle débarque à Alger, Chevallier est sans doute l'homme politique qu'il redoute le moins. Lui aussi est partisan de l' « ouverture ». Les collaborateurs qu'il a choisis pour former son cabinet composent deux ailes politiques. L'aile gauche, avec Juillet, Germaine Tillion et Vincent Monteil. L'aile « conservatrice », avec Lamassoure, Constans, Eydoux. Dans un premier temps, le commandant Monteil voit Chevallier et partage son avis. Il faut discuter. Il rencontre alors, à la prison de Barberousse, au début de mars 1955, Kiouane et Ben Khedda, incarcérés depuis décembre 1954.

Par la voix de Kiouane, que demandaient alors les « modérés » ? Quelques libérations significatives, la restauration d'une liberté d'expression suffisante et surtout une détente de l'atmosphère politique par la libéralisation progressive du régime qui serait provoquée par l'application loyale du statut de 1947.

Quant à Ben Khedda, il réclamait déjà la « paix des braves ». Quand ils seront libérés, en mai-juin 1955, Kiouane et Ben Khedda rejoindront immédiatement le F.L.N. Vincent Monteil, lui, finira par donner sa démission à Jacques Soustelle, auquel il reprochera de faire passer l'ordre avant la justice. En fait, le drame algérien amorçait ses contradictions, le cadavre d'un Français servant d'argument aux ultras et celui d'un musulman apportant son sang au moulin F.L.N.

1955 : l'Algérie entamait déjà son calendrier des occasions perdues. H



LA CASBAH : P.C. DE LA REBELLION

◀ La Casbah. 70 000 habitants. Tous musulmans. Le F.L.N. en fera son maquis urbain. A deux pas de la cathédrale d'Alger.



Le café maure, ▶ bourse aux nouvelles, mais aussi, champ d'action des indicateurs de police.

Boubat-Réalités

EN quatre mois la révolution n'avait guère avancé. Seuls la Kabylie et l'Algérois, dirigés respectivement par Belkacem Krim et Rabah Bitat, avaient établi entre eux des liaisons régulières. Mais jamais, depuis le déclenchement du 1er novembre 1954, le Constantinois ni l'Aurès n'avaient donné signe de vie. C'est par les journaux que Krim avait appris l'arrestation de Ben Boulaïd, chef de l'Aurès, à la frontière tuniso-libyenne. Aucune information en provenance de son successeur n'était parvenue à Alger ni en Kabylie. Y avait-il encore un maquis *chaouïa*, un maquis constantinois? Les chefs algérois le supposaient en lisant les récits que la presse donnait des accrochages dans l'Est algérien.

De même, les trois du Caire (Ben Bella, Aït Ahmed, Khider) auxquels s'était joint M'hamed Yazid, ancien centraliste, se révélaient incapables de réussir la liaison entre l'Algérie et l'Égypte ! Là encore, c'est par les journaux, et surtout les journaux métropolitains, que Ramdane Abane, qui avait gagné Alger, avait appris le rôle de la délégation F.L.N. à la conférence de Bandoeng.

En ce mois de mars 1955, le F.L.N. existait, c'était une certitude, mais aucune liaison entre les différentes régions n'était possible. Chacun menait donc sa guerre, pour sa propre chapelle, sans aucun lien avec l'action des autres.

Pourtant, le 15 mars 1955, Krim et le gros sergent Ouamrane, les deux chefs kabyles qui tenaient le maquis depuis sept ans, débarquèrent à Alger à la demande de Rabah Bitat et de Ramdane Abane. Les « Algérois » avaient réussi à nouer un contact avec le F.L.N. du Caire. Ou plutôt, c'était le contraire qui s'était passé.

Un certain Djouden – l'Adjudant – ancien militant M.T.L.D. de Bouira, avait contacté tous les sympathisants nationalistes qu'il connaissait à la Casbah. A chacun il avait dit :

« Je voudrais voir Si Mohamed (surnom de Rabah Bitat), Sergent (surnom d'Ouamrane) ou M. Krim ! »

Certes, l'attitude bizarre de cet homme avait alerté la vigilance des hommes que Yacef Saadi avait recrutés depuis quelques semaines. Bitat avait été prévenu et, s'entourant de mille précautions, il avait rencontré l'Adjudant. Les informations que celui-ci apportait étaient d'une telle importance que le chef algérois avait demandé à ses homologues kabyles une réunion.

L'adjudant Djouden

C'est dans une laiterie de la haute Casbah que Bitat retrouva Krim et Ouamrane.

– Djouden m'a raconté qu'il revenait de Tunis, où il a vu Ben Bella, expliqua Bitat.

– Enfin ! il donne de ses nouvelles, celui-là ! dit Krim. Ce n'est pas trop tôt ! Il a des armes ?

– Justement, il en a. Il a expliqué que le ravitaillement des maquis était très difficile, mais qu'il était arrivé à trouver un moyen pour nous faire parvenir des armes : le parachutage !



Le vrai café où fut arrêté Rabah Bitat, en mars 1956.

Bitat fit amener l'Adjudant, qu'il avait laissé sous la garde de Yacef dans une maison sûre de la Casbah. L'« envoyé » de Ben Bella se montra convaincant, enjoué, sûr de soi. Il raconta avec mille détails son histoire, son contact avec Ben Bella. Il sortit même une carte de Kabylie et dit à Krim :

– C'est à toi de fixer le lieu, la date et l'heure du parachutage. Je m'occuperai de transmettre moi-même les renseignements à Ben Bella.

Comme Krim se montrait réticent, l'Adjudant donna même des gages :

– Ma femme est polonaise, dit-il. Elle vit ici, à Alger, à l'hôtel du Muguet. Moi, je suis prêt à me mettre à votre disposition. Je ne demande que 30 000 francs par mois pour que ma femme puisse vivre.

Cela suffit pour vaincre les préventions des chefs kabyles.

– Entendu, dit Krim, je te donnerai ma réponse mardi prochain, 22 mars.

– Où ?

– Tu n'auras qu'à passer chez le tailleur de la rue du Vieux-Palais, en basse Casbah. Sa façade est peinte en bleu, tu la reconnaîtras facilement. C'est tout près du café Malakoff. Il te donnera le lieu du rendez-vous.

Les quatre hommes se séparèrent, fort satisfaits les uns des autres.

L'Irakien de Krim Belkacem

Cette réunion pouvait apporter à la révolution une aide dont elle avait bien besoin car si le recrutement se révélait assez facile, l'approvisionnement en armes l'était beaucoup moins.

En outre, ce parachutage en Kabylie regonflerait le moral des maquisards kabyles, fort ébranlé par la capture de Zamoun Ali, l'un des hommes de confiance de Krim, que tout le monde connaissait en Grande Kabylie. Zamoun ▶

avait été pris en compagnie d'un certain El-Riffi, Irakien un peu illuminé, officier de l'Académie royale de Bagdad, qui s'était enrôlé sous la bannière de Belkacem Krim. L'Irakien était un artilleur qui ne connaissait rien à la guérilla que menaient les maquisards et qui visiblement ne « s'y faisait pas ». Son arrestation n'avait pas été une grande perte, mais les journaux algérois et le Gouvernement général en avaient fait leurs choux gras.

Ouamrane regagna la Kabylie pour ne pas laisser ses hommes trop longtemps seuls. Il devait en outre fixer le lieu du parachutage, compte tenu des opérations militaires en cours. Krim décida de rester une semaine à Alger.

Le lundi 21 mars, Driss Amar, agent de liaison d'Ouamrane, apporta à Belkacem Krim, qui se cachait chez Laski Hocine, un camionneur de la rue Marengo, la carte de Kabylie où était marqué le lieu prévu pour le parachutage. Le mardi 22 mars, Krim la remit à Bitat dans un appartement loué aux Tagarins par un homme du groupe Yacef pour servir de « planque » au chef algérois.

– Je dois rencontrer l'Adjudant à 11 heures dans le petit café du coin des rues Henri-Rivière et du Rempart-Médée, en pleine Casbah, dit Bitat. Tu viens avec moi?

– Non, j'ai travaillé toute la nuit avec Driss Amar, qui devait repartir ce matin pour la Kabylie. Je vais t'attendre ici et dormir un peu.

– Bon, j'irai seul. Abane doit passer ici vers midi et demi. Je vais profiter des deux heures qui me restent pour faire une tournée des militants qu'a recrutés Yacef.

La fable du parachutage

A la même heure, Djouden descendait la rue du Vieux-Palais. Le tailleur ami de Bitat lui avait donné le lieu du rendez-vous : le café de la rue Henri-Rivière, ruelle crasseuse qui ouvrait sur les escaliers du boulevard Gambetta, en pleine Casbah. L'Adjudant sifflotait et pourtant il jouait gros. Son prochain rendez-vous n'était pas avec Bitat, mais avec l'inspecteur Loffredo, des Renseignements généraux !

Depuis des années, à l'époque où il vivait à Bouira, Djouden connaissait l'inspecteur et lui servait d'indicateur. Il avait été recruté par un parent d'Aït Ahmed – l'un des trois représentants du F.L.N. au Caire – qui, lui, travaillait pour l'inspecteur Gonzalès, devenu depuis peu le patron des Renseignements généraux d'Alger. C'est sur ordre des R.G. que Djouden avait établi le contact avec les chefs F.L.N.

Place du Gouverneur, l'indicateur s'approcha nonchalamment du kiosque à journaux. Un Européen était perdu dans la contemplation des manchettes. Djouden s'arrêta près de lui.

– A onze heures, au café qui se trouve au coin de la rue Henri-Rivière et de la rue du Rempart-Médée, glissa-t-il à mi-voix.

Puis il reprit sa marche de badaud à travers les étalages des marchands.

Loffredo prévint immédiatement Gonzalès.

– Ça y est! on tient Bitat et sans doute Krim.

A 11 heures, Djouden s'assit à l'une des trois tables poisseuses de la « terrasse » du café maure. Seul un vieillard au regard absent occupait une table, la troisième était vide. La salle minuscule était également déserte.

Loffredo avait bien fait les choses. Pas une silhouette suspecte qui pût alerter les chefs du F.L.N.

– Salut, l'Adjudant ! Ça va?

Le grand Rabah Bitat était là, souriant, la main tendue. Il était arrivé sans bruit de la rue du Rempart-Médée.

– *Labès.* Tu es seul?

– Oui, mais j'ai ce qu'il te faut.

Bitat commanda deux thés au serveur en haillons, puis sortit la carte et la passa discrètement à Djouden.

– L'emplacement est marqué d'une croix rouge, dit-il à voix basse; Ouamrane a choisi le lieu sur place. Il ne nous reste plus qu'à attendre la réponse que tu nous rapporteras.

Djouden but une gorgée de thé.

– Je pars ce soir pour Tunis, dit-il; je t'alerterai dès mon retour par l'intermédiaire du petit tailleur.

– Oui, il saura toujours me joindre. Maintenant, je vais partir. Il n'est jamais prudent de rester trop longtemps au même endroit, surtout à l'extérieur. C'est la règle.

Djouden se sentit pâlir. Qu'attendaient les flics? Il se leva pour accompagner Bitat.

– Non, reste là. Je pars seul.

Un coup de sifflet retentit. De toutes parts, de la rue du Rempart-Médée, du boulevard Gambetta, d'une maison de la rue Henri-Rivière sortirent des inspecteurs, pistolet au poing.

– Haut les mains ! Vous êtes faits. Ne résistez pas, vous êtes encerclés !

Les menottes se refermèrent sur les poignets de Bitat.

mars 1955 : Rabah Bitat chef F.L.N. de la Casbah, est capturé par la police



Rabah Bitat. Dit Salah et Si Mohamed. Il fut le premier chef F.L.N. de la Casbah. Sa carrière tourna court. « Donné » par un indicateur, il fut arrêté en mars 1955, par la D.S.T., dans un café maure de la Casbah.

Sauvé des gendarmes par un douanier kabyle

L'Adjudant, furieux d'avoir manqué Krim, inventa une nouvelle fable. Il lui donna rendez-vous par l'intermédiaire du tailleur du Vieux-Palais au café du Mûrier, à Belcourt.

« Bitat a été arrêté, dit-il au messager; moi, j'ai réussi à m'échapper. »

Mais le chef kabyle éventa le piège. A Yacef, qui apportait la nouvelle, il donna même l'ordre de déménager l'appartement des Tagarins.

– Bitat le connaît, dit-il. Il peut être torturé et donner l'adresse. Laisse un agent de liaison dans les parages pour intercepter Abane, qui doit venir vers midi et demi, et filons d'ici.

Krim, malgré les barrages sévères mis en place entre Alger et la Kabylie, regagna son P.C. de Betrouna déguisé en vieille femme surchargée de paquets, affolée à l'arrière d'une antique traction avant conduite par un douanier kabyle de ses amis ! Le déguisement et la carte officielle de l'agent des douanes trompèrent les gendarmes et les militaires. Krim pouvait poursuivre le combat...

Après Mourad Didouche, tué au cours d'un accrochage, le 18 janvier 1955, après Ben Boulaïd, arrêté en février, Bitat était le troisième des « fils de la Toussaint » à être éliminé. Abane prit immédiatement sa place à la tête du mouvement clandestin. H

Yves COURRIÈRE



Du hublot de leur bateau
les appelés qui arrivent en renfort de métropole
découvrent

ALGER
L'ÉBLOUISSANTE

Fotogram

LE PORT D'ALGER



Pour tous les appelés d'Algérie,
la première image de cette guerre,
c'était au petit jour la baie d'Alger,
un des plus fascinants paysages du monde.

Bloch-Lainé-Technor





26 000 appelés arrivent en renfort, par pleins bateaux. Première image de l'Algérie : quai éclaboussé de soleil où ils débarquent, en musique, avec armes et bagages, reçus souvent avec chaleur par la population pleine d'espoir.

LE 6 février 1955, le gouvernement Mendès-France est renversé sur sa politique nord-africaine. Successivement Antoine Pinay, Pflimlin, Christian Pineau, tentent de résoudre la crise. Sans succès. Finalement, manifestant une certaine fatigue, l'Assemblée nationale accepte, le 23 février, d'accorder l'investiture au gouvernement présenté par Edgar Faure. Il s'agit d'un cabinet de « très large union nationale » bénéficiant du soutien des formations centristes et modérées, à l'exclusion toutefois des socialistes et des communistes. La confiance est accordée à une confortable majorité de 369 voix contre 210.

Une province essentiellement française

Au cours de sa brève carrière de neuf mois, le gouvernement Edgar Faure va se heurter à nombre de difficultés. Accords de Paris, « malaise fiscal », émeutes de Nantes et de Saint-Nazaire... Mais ce sont les problèmes nord-africains qui vont tenir la vedette. Avec la Tunisie, une solution semble en vue. Il ne s'agit plus que de mettre au point les accords concernant l' « autonomie interne ». Au Maroc, le problème est plus délicat et prend une allure dynastique. La présence du sultan Mohammed ben Arafa s'oppose naturellement à un retour de Mohammed ben Youssef, jugé indispensable, bien que personne n'ose encore l'avouer clairement. En ce qui concerne l'Algérie, l'affaire apparaît totalement différente. A l'exception des communistes, personne n'envisage encore un destin différent pour une province considérée comme essentiellement française. Les divergences reposent sur l'opportunité d'une application loyale du statut de 1947. Au nom du parti socialiste, Christian Pineau déclare, le 18 février, lors de son discours d'investiture : « Sans négliger les diversités ethniques et religieuses, le gouvernement doit poursuivre une politique permettant l'accession des populations autochtones aux droits qui découlent de la citoyenneté française. »

Soustelle : l'intégration

Néanmoins, sans tomber dans « une exagération tendancieuse » et sans négliger les problèmes de fond, les milieux politiques et la presse s'inquiètent surtout de l'aggravation de la situation dans l'Aurès et le Constantinois et des conséquences du cycle infernal attentats-répression. *Le Monde*, en particulier, consacre toute une série d'articles au pourrissement de la situation en Kabylie pendant l'hiver et dénonce un « second Aurès ».

A l'égard du problème nord-africain et de l'Algérie, en particulier, le gouvernement Edgar Faure observe d'abord une grande prudence et se contente de déclarations générales. Le 23 février, le président du Conseil affirme : « La politique que la France doit poursuivre en Afrique du Nord ne comporte pas une expression unique pour l'ensemble de ces territoires. L'histoire comme le développement de ces pays ne se sont pas accomplis d'une manière uniforme. L'Algérie compose avec la métropole une unité que rien ne saurait compromettre et que nos efforts doivent



◀ Chapeaux de brousse, manches retroussées, c'est le départ, en convoi, pour le poste perdu sur un piton, ou la petite ferme trop isolée qui attend une protection militaire...

Le D.I.M., dépôt des isolés militaires. L'antichambre des djebels. Le casque et le barda pèsent lourd au soleil... ▶

d'envoyer des renforts: 26000 appelés de métropole arrivent à Alger

toujours conduire à affirmer, non seulement sur le plan politique, mais dans le domaine économique et social, en respectant le statut voté par le Parlement. »

En fait, le nouveau gouvernement va être amené, par la force des choses, à donner la priorité aux affaires de Tunisie et du Maroc. En ce qui concerne l'Algérie, Edgar Faure et son ministre de l'Intérieur, Maurice Bourgès-Maunoury, confirment, non sans hésitation, la nomination de Jacques Soustelle comme gouverneur général et par là même cautionnent sa politique d' « intégration ». « L'Algérie et ses habitants font partie intégrante de la France une et indivisible. La France ne quittera pas plus l'Algérie que la Provence ou la Bretagne. Un choix a été fait, ce choix s'appelle l'intégration : faire chaque jour davantage de l'Algérie une province, originale, certes, mais pleinement française. »

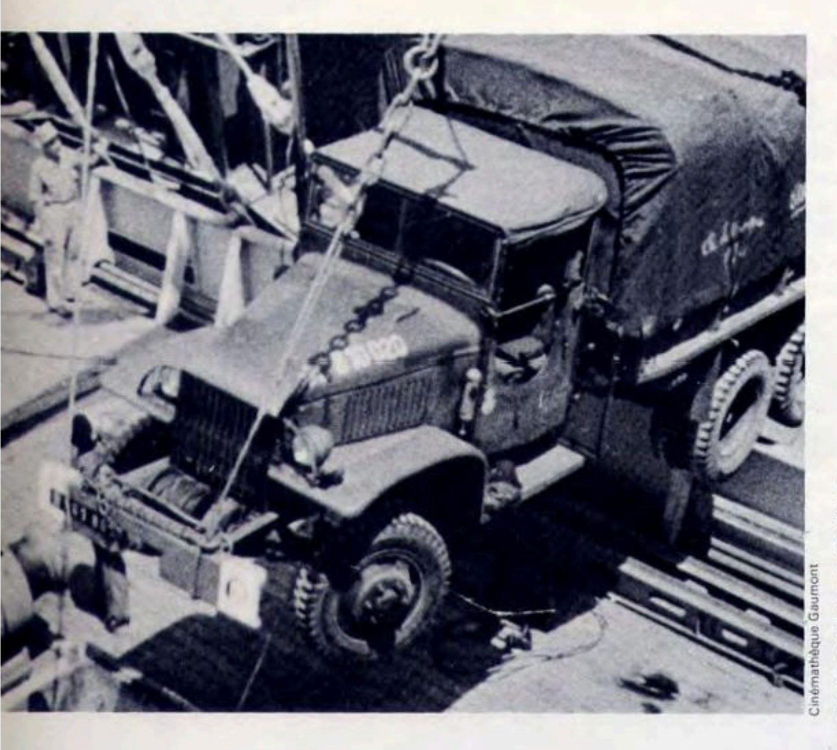
Le procès de la « sous-administration »

Cette politique suppose pour le moins l' « application loyale » du statut de 1947, comme ne va pas tarder à le rappeler Edgar Faure. Mais les « circonstances » ne se prêtent pas à une identité juridique, jugée irréalisable par les milieux européens et certains éléments politiques de la métropole. Aussi, à la suite de Soustelle, le gouvernement décide de s'orienter vers trois secteurs essentiels jugés de rentabilité immédiate : réaliser des réformes administratives d'urgence ; s'engager dans la voie de réformes économiques et sociales ; rétablir la sécurité publique. Cette orientation va peser lourd dans la politique française à l'égard de l'Algérie et renforcer le processus de l' « engrenage ».

Au cours d'un bref voyage à Paris, Soustelle fait le procès de la « sous-administration » de l'Algérie : ▶



Pages/Match



Cinémathèque Gaumont

Le port d'Alger sent toujours les épices, les oranges, la futaille. Mais, désormais, il va retrouver son profil de guerre, celui de 1942. Le matériel qui débarque n'est plus forcément agricole.

le port d'Alger a retrouvé toute la

« Il est inconcevable de penser que des communes mixtes comptant 100 000 âmes n'aient à leur tête qu'un seul administrateur assisté d'un adjoint et que la densité de gendarmes dans ces régions soit quarante-cinq fois inférieure à ce qu'elle est pour des agglomérations analogues de la métropole. » Un mois plus tard, le gouvernement annonce une série de mesures : création de nouveaux départements, augmentation du nombre des administrateurs civils, appel à des spécialistes des affaires indigènes, formation d'unités de goums.

Le Parlement vote l'état d'urgence

En même temps, le gouvernement présente un programme de mesures économiques et sociales destinées à combler le fossé qui sépare le niveau de vie des Européens de celui des musulmans et à mettre fin au chômage, véritable plaie de certaines régions et fourrier de la subversion. Il n'est pas question d'opérations grandioses, mais d'ouvrir un grand nombre de chantiers : création de routes et de voies de pénétration; travaux de petite hydraulique; construction de logements et d'écoles. Le montant de ces investissements doit s'élever à 5 milliards de francs à réaliser dans l'année.

Mais ces mesures ne peuvent donner leur plein effet qu'à long terme. Dans l'immédiat, il s'agit de maintenir ou de rétablir l'ordre. C'est pourquoi le gouvernement Edgar Faure décide de présenter une loi sur l' « état d'urgence » jugée moins alarmante que la proclamation de l'état de siège. Le 18 mars, le ministre de l'Intérieur en donne la définition : « Dispositif juridique qui, tout en laissant aux autorités civiles l'exercice des pouvoirs traditionnels, renforce et concentre ceux-ci de façon à les rendre plus adaptés à des événements ayant un caractère de calamité publique, susceptibles de mettre en danger l'ordre public ou de porter atteinte à la souveraineté nationale. »

L'exposé des motifs de la loi est d'ailleurs révélateur de la façon dont on veut se représenter la situation : « Le désordre en Algérie est actuellement le fait de quelques bandes organisées de hors-la-loi, numériquement peu importantes. L'un des buts recherchés par ces hors-la-loi, soutenus par une propagande et des éléments en provenance de l'étranger, est de provoquer, par des assassinats sur la personne de musulmans connus pour leur loyalisme, un sentiment d'insécurité et de peur dans l'ensemble de la population algérienne, auprès de laquelle les agitateurs accréditent facilement la notion d'impuissance de la France à protéger la vie et les biens de ceux qui lui sont fidèles. »

Prévue pour une durée de six mois, adoptée le 31 mars par l'Assemblée, la loi sur l'état d'urgence permet en

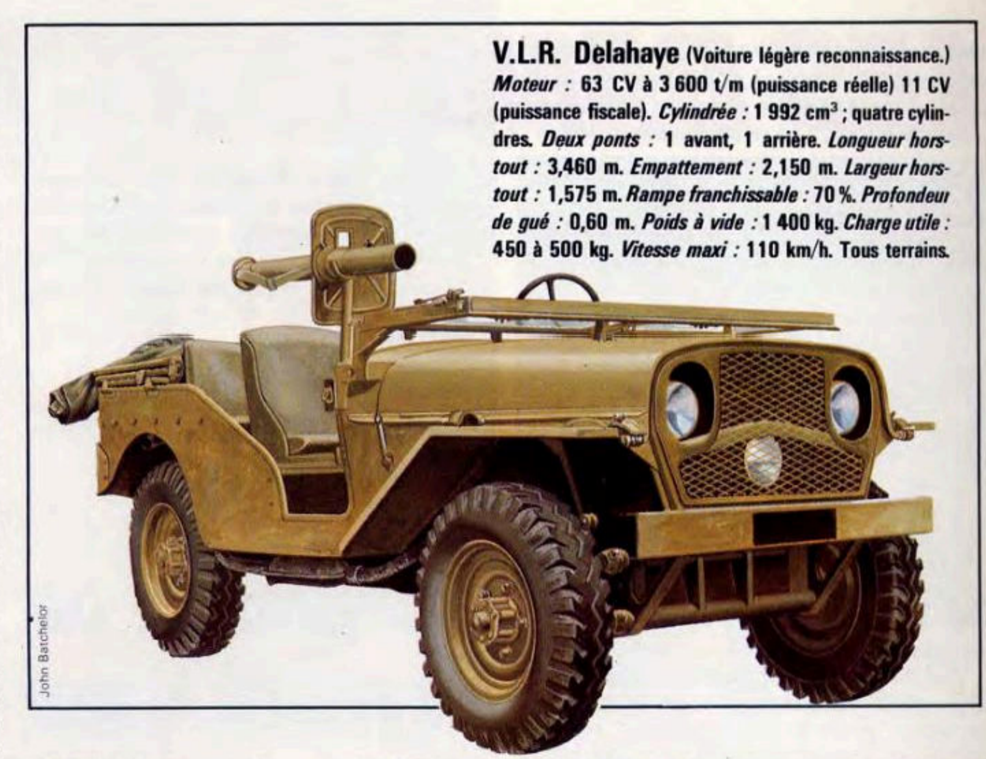
CARRIER PERSONNEL, Half track, M 5.
(Véhicule de transport de troupes semi-chenillé, modèle M 5.)
Produit par la firme International à partir de 1942.
***Équipage :* 13 hommes.**
***Armement :* une mitrailleuse Browning calibre 30 (7,62 mm).**
***Longueur :* 6,20 m. *Largeur :* 2,20 m. *Hauteur* sans bâche : 2 m.**
***Poids brut* (sans équipage) : 7 000 kg.**
***Charge utile :* 1 600 kg. *Poids total :* 8 600 kg.**
***Moteur :* six cylindres en ligne, cylindrée 7 400 cm³.**
***Carburant :* 272 litres. *Autonomie :* 320 km.**
***Vitesse maximum :* 67 km/h.**



principe aux préfets d'interdire la circulation des personnes et des véhicules, d'instituer des « zones de protection », de prononcer des assignations à résidence, de fermer les lieux publics, d'ordonner des perquisitions de jour ou de nuit, de déférer à la justice militaire certains crimes et délits.

Toutefois, pour calmer les inquiétudes de certains groupes parlementaires et les appréhensions des musulmans, le gouvernement décide de limiter pour commencer l'application de la loi à l'Aurès et à une partie de la Grande Kabylie. Mais des troupes spéciales, tabors, légionnaires, parachutistes, sont dirigées vers les zones « gangrenées » et sous-administrées.

Cependant, toutes ces mesures n'empêchent pas le développement du terrorisme, qui prend une ampleur inquiétante à la veille du Ramadan. La presse ne cesse de signaler des attaques contre des convois et des chantiers, sans parler d'incendies et de poteaux sciés; les assassinats de musulmans loyaux se multiplient. Aussi, le 26 avril, de nouvelles mesures sont prises après une conférence réunissant le président du Conseil, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Défense, le général Kœnig et le gouverneur Soustelle.



V.L.R. Delahaye (Voiture légère reconnaissance.) ***Moteur :*** **63 CV à 3 600 t/m (puissance réelle) 11 CV (puissance fiscale).** ***Cylindrée :*** **1 992 cm³ ; quatre cylindres.** ***Deux ponts :*** **1 avant, 1 arrière.** ***Longueur hors-tout :*** **3,460 m.** ***Empattement :*** **2,150 m.** ***Largeur hors-tout :*** **1,575 m.** ***Rampe franchissable :*** **70 %.** ***Profondeur de gué :*** **0,60 m.** ***Poids à vide :*** **1 400 kg.** ***Charge utile :*** **450 à 500 kg.** ***Vitesse maxi :*** **110 km/h. Tous terrains.**



A partir du 1er mai, la zone du Constantinois soumise à l'état d'urgence formera un commandement militaire sous les ordres du général Parlange, spécialiste des affaires indigènes, qui réunira toutes les forces de sécurité et les services administratifs. Une défense civile pourra être organisée et des « camps d'hébergement » pour les interdits de séjour. Enfin, la zone de protection, étendue vers le sud, englobera les communes mixtes de Biskra et d'El-Oued. Pour atténuer le choc de ces mesures répressives, un « rendez-vous d'avril » prévoit une notable augmentation des salaires des ouvriers agricoles et la création d'un fonds de chômage. Cinq milliards supplémentaires permettront de développer le plan de travaux d'urgence.

Début de l'escalade

Toutes ces mesures ne tardent pas à se révéler inopérantes. Le Ramadan s'accompagne d'une flambée de terrorisme dans le Nord constantinois et même dans la région d'Alger. René Mayer signale que l'insécurité « gagne chaque jour des régions nouvelles ». Dès lors, le gouvernement se trouve engagé à fond dans le processus attentats-répression. Bourgès-Maunoury estime que le plan de réformes ébauché par Mitterrand « n'est pas abandonné », mais que « le climat du moment est peu propice à ce genre de réalisations ». C'est l'abandon de toute mesure profonde, à long terme, il n'est même plus fait mention du statut de 1947, pourtant déjà considéré par les milieux musulmans encore attentistes comme largement dépassé.

Le gouvernement s'en tient désormais à son triptyque : réforme administrative accélérée; saupoudrage de mesures sociales, surtout de « précaution ». A cet égard, le communiqué des ministères de la Défense et de l'Intérieur daté du 16 mai annonce un nouveau tournant dans la crise algérienne. « A titre de précaution », de nouvelles mesures militaires ont pour objet de permettre d'attendre, avec une sécurité accrue, que les mesures à longue échéance du renforcement des structures civiles et militaires, d'une part, les mesures politiques, économiques et sociales, d'autre part, mises en œuvre par le gouvernement, « aient leur plein effet ».

En fin de compte, il s'agit d'un renforcement notable du dispositif militaire porté à 100 000 hommes, avec l'extension de l'état d'urgence à tout le département de Constantine et avec la création de la sûreté aux armées. En même temps, le gouvernement juge bon de prononcer certaines paroles rassurantes. Au moment où les négociations tunisiennes sont sur le point d'aboutir, le 13 mai, au cours d'une conférence de presse, Bourgès-Maunoury déclare : « Au nom du gouvernement, je dois dire qu'il n'y a pas et qu'il ne peut être question d'interlocuteurs ni à l'intérieur ni à l'extérieur de l'Algérie. » H

Philippe MASSON

ILS SERONT LES BANQUIERS DU F.L.N.

EN 1955, un Algérien sur 24 vivait en France.

Les dirigeants du F.L.N. n'avaient pas négligé cette « masse de manœuvre » qui devait leur fournir une aide non seulement financière, mais idéologique.

Des hommes comme Boudiaf, Khider, Aït Ahmed – trois des neuf chefs historiques – connaissaient depuis longtemps l'importance politique que représentait cette masse de travailleurs algériens et n'entendaient pas la négliger.

Les débuts de l'émigration algérienne remontent à 1911, où l'on comptait 1 000 Algériens en France. Les premiers arrivants se dispersèrent à travers tout le pays mais les plus fortes concentrations se firent autour des régions industrielles.

En 1912, plus de 5 000 Algériens se trouvaient en France, dont 2 000 dans la région marseillaise (raffineries, savonneries et docks) et environ 1 500 dans les mines et les usines métallurgiques du Pas-de-Calais. A Paris, quelques centaines étaient employés à la raffinerie Say, à la Compagnie des omnibus ainsi qu'aux chantiers du Métropolitain.

Il y avait cependant un frein au départ des travailleurs algériens vers la France car ceux-ci devaient être en possession d'un « permis de voyage » exigé par un décret du gouverneur général en Algérie daté du 16 mai 1876.

Ce n'est que depuis le 15 juillet 1914 qu'une loi supprimant le permis de voyage permit aux Algériens de se rendre librement en France.

Pour la plupart les travailleurs algériens sont des ouvriers non spécialisés. Ils trouveront du travail dans les grosses entreprises de terrassement où leur seront confiés les travaux pénibles.



Garbison-Fotogram

NAISSANCE DE LA FÉDÉRATION DE FRANCE

Les chômeurs et les « sans spécialité » n'étaient pas seuls à s'expatrier.

Tous pouvaient, en France, recevoir un salaire infiniment plus élevé et être assurés aussi de bénéficier d'avantages sociaux très appréciables ignorés en Algérie.

Des statistiques de 1954 en Algérie fournirent les chiffres suivants : on estimait que 7 millions d'Algériens, sur une population de 11 020 000, vivaient de l'agriculture. Il n'y avait pourtant que quelque 200 000 ouvriers agricoles travaillant régulièrement et percevant chacun un salaire de 407 francs par jour (et pour douze heures de travail). En métropole, pour une journée sensiblement moins longue, l'ouvrier agricole français percevait un salaire de 1 216 francs (allocations familiales en sus).

Même si un salaire plus bas était imposé à l'Algérien, il y « gagnait ».

« Un peu pitié le jour, un peu peur la nuit... »

Alors, on le croise dans les villes et dans les campagnes, ce prolétariat, ce sous-prolétariat. On travaille à côté de lui à la ferme, sur les chantiers, dans les mines, dans les grandes industries automobiles. Où va-t-il, le soir, après sa journée de travail? Seuls ses voisins français des H.L.M. l'aperçoivent regagnant son bidonville, son café, sa « zone » insalubre.

Ils vivent entre eux, n'ayant avec les Français que des contacts de travail et des relations très superficielles.

Racisme qui tient peut-être aussi au fait que la grande majorité de ces Algériens n'a pu s'adapter facilement à la vie française et que nombreux sont ceux qui ont eu des difficultés à suivre le système et les rythmes de travail des ouvriers français.

Les raisons semblent multiples : absence de « traditions » du travail,

En 1955, ils sont 450 000 en France. La plupart sont kabyles. C'est l'aventure du gagne-pain. Trente-quatre milliards expédiés chez eux chaque année. Leur France, c'est le chantier, l'usine, la pioche, le balai.

Holmès-Lebel



Munckle-Galliphot





Holmès-Lebel

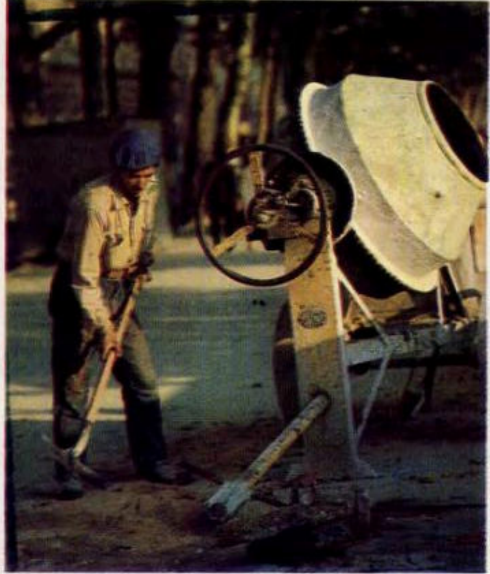
La France, c'est aussi la fédération de France. La taille, la gabelle, le couteau. Le F.L.N. dans l'hexagone. Leurs centaines de milliers de cotisations feront d'eux le meilleur soutien financier du F.L.N., dans la Métropole.

Holmès-Lebel

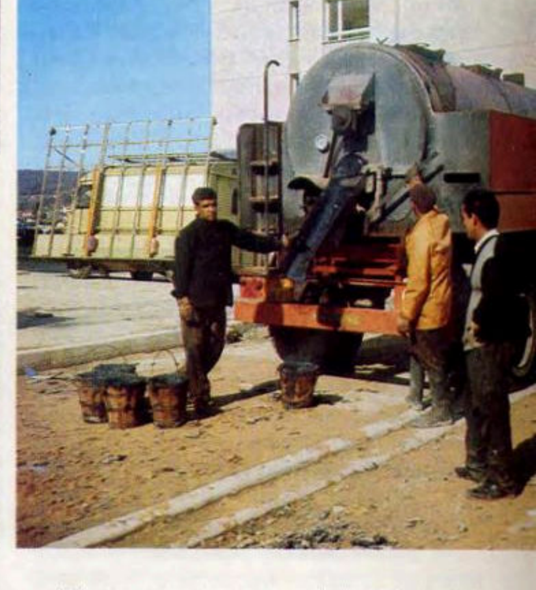


E. Berne-Galliphot





Ph. Roger Galliphot



sous-alimentation, climat, difficultés de langue (1).

Ils font vivre leur famille en leur expédiant chaque mois des mandats (2).

Pendant toute la durée de la guerre d'Algérie, on estimait à 450 000 les Algériens résidant en France.

(1) Sans parler de l'analphabétisme dans les deux langues : 90 % !...
(2) Le total des mandats parvint à plus de 80 milliards d'anciens francs et fit vivre 1 million de personnes en Algérie.

Le ministère français de l'Intérieur les répartissait ainsi :

Salariés travaillant régulièrement	260 000
Chômeurs secourus	18 000
Chômeurs non secourus ou travailleurs occasionnels	15 000
Hospitalisés	12 000
Détenus de droit commun	4 600
Commerçants	10 000
Étudiants	1 150
Femmes et jeunes filles de plus de seize ans	29 500
Enfants de moins de seize ans	100 000
Total	450 250

C'est parmi cette émigration importante et permanente qu'est né le premier grand mouvement populaire et nationaliste algérien, en mars 1924 : l'Étoile nord-africaine, dont on attribue à tort la paternité à Messali Hadj. En fait le fondateur en fut Hadj Ali Abd el-Kader et le président d'honneur, l'émir Khaled, petit-fils du grand émir Abd el-Kader. Ce n'est que trois ans plus tard que Messali Hadj en prit la direction.

En 1933 l'Étoile nord-africaine fut le premier mouvement nationaliste à revendiquer l'indépendance de l'Algérie ▶

avec comme corollaire : retrait des troupes d'occupation, nationalisation des terres enlevées aux paysans par la conquête de 1830, création d'une armée nationale, élaboration d'une Constitution, etc.

Paris, pied-à-terre de la subversion

Le 11 mars 1937, Messali Hadj fonda le parti populaire algérien (P.P.A.) avec le même programme : indépendance de l'Algérie. Le P.P.A. fut dissous au cours de la seconde guerre mondiale.

On avait laissé entendre aux Algériens qu'après la victoire commune on envisagerait sérieusement les conditions d'une émancipation qui mènerait leur pays à l'indépendance.

En 1943 fut publié par Ferhat Abbas le *Manifeste du peuple algérien,* mais l'ordonnance de 1944 prise par le Comité français de libération nationale réaffirma l'appartenance de l'Algérie à la France.

Tenaces, les Algériens créèrent l'association des Amis du Manifeste et de la liberté (A.M.L.), en 1945. Puis, en 1946, Ferhat Abbas créa l'U.D.M.A. (Union démocratique du Manifeste algérien), tandis que les militants P.P.A. fondaient le M.T.L.D. (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques).

A Paris, deux foyers extraordinairement actifs donnèrent de l'inquiétude aux autorités : le siège du M.T.L.D., rue Xavier-Privas, et « le 115 » (boulevard Saint-Michel), centre de l'Association des étudiants algériens de Paris. La scission du M.T.L.D. s'y préparait.

Au comité central, des thèses diamétralement opposées se heurtaient. D'un côté, ceux qui, à la suite de Messali, continuaient de croire à la lutte dans la légalité et, de l'autre, ceux qui réclamaient des actions d'éclat.

Déclin de Messali

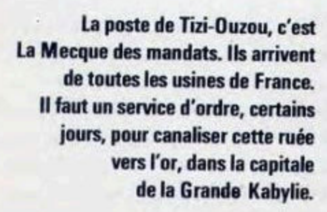
Les jeunes responsables du parti commençaient à refuser la dictature du *zaïm* (1), Messali Hadj, qui persistait à croire que pour continuer d'être le chef et pour tenir *ses* troupes bien en main, il lui suffisait de paraître et de déverser des flots d'éloquence.

La masse des militants ignora longtemps la crise du parti. C'est Messali lui-même qui décida de rendre public son désaccord avec le comité central.

Ce fut en vain qu'à la tête d'une commission de conciliation Mostefa

la poste de Tizi-Ouzou délivre chaque anné




La poste de Tizi-Ouzou, c'est La Mecque des mandats. Ils arrivent de toutes les usines de France. Il faut un service d'ordre, certains jours, pour canaliser cette ruée vers l'or, dans la capitale de la Grande Kabylie.



Ben Boulaïd tenta de convaincre le vieux guide. La scission fut consommée : deux congrès du mouvement se tinrent séparément.

D'autres responsables eurent tôt fait de prendre acte de l'impossibilité d'unifier le parti. Ils furent six (Ben Boulaïd, Didouche, Ben M'Hidi, Boudiaf, Bitat, Krim qui s'adjoignirent Khider, Aït Ahmed et Ben Bella). Tous étaient d'anciens membres de l'O.S. (1).

En mars 1954 ils fondèrent à Alger le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (C.R.U.A.). Ils demandèrent aux militants du M.T.L.D. de ne prendre parti pour aucun des deux camps, mais de se préparer à l'insurrection armée.

Les neuf créèrent en France une antenne du C.R.U.A.

C'est Mohamed Boudiaf qui fut désigné pour occuper le poste le plus important du C.R.U.A. : la coordination générale. En fait, ce fut lui le nouveau chef. Il succédait à Messali, mais il en était bien différent ! C'était un homme d'action et un révolutionnaire, mais c'était surtout un grand organisateur. Il allait le prouver.

L' « antenne » du C.R.U.A. à Paris, c'était Mourad Terbouche, ancien responsable du M.T.L.D. dans l'est de la France.

Il avait été convoqué à Zurich par Boudiaf, qui voulait savoir comment se présentait la situation en métropole. Terbouche révéla au nouveau chef que Messali avait déjà rassemblé 7 000 militants sous la bannière du M.N.A. (1) !

Les deux hommes n'eurent aucune peine à se mettre d'accord sur l'importance et l'urgence qu'il y avait à implanter une puissante organisation en France, démythifier l'homme qui avait si longtemps incarné le nationalisme algérien : Messali Hadj, et recruter d'abord parmi les 60 000 militants du M.T.L.D.

Dans un petit bar du Marais

Boudiaf remit à Terbouche 3 000 livres égyptiennes et un exemplaire de la proclamation du 1er novembre 1954. C'était le premier « trésor de guerre » de la fédération du F.L.N. en France.

De retour à Paris, Terbouche rencontra par hasard Hamimi Boudjema, un de ses anciens subordonnés du M.T.L.D. de Nancy, qui avait entendu parler du C.R.U.A. et de la proclamation du 1er novembre. Il y était tout acquis. Les deux hommes réunirent cinq militants de l'ex-M.T.L.D. dans un petit bar-hôtel du quartier du Marais, le Lutèce, 28, rue Geoffroy-l'Angevin. Ainsi fut formé le premier noyau F.L.N. en France.

Puis, en un temps record, le noyau dirigé par Terbouche implanta de

(1) L'Unique. Surnom de Messali Hadj.

(1) Organisation spéciale, qui dépendait du M.T.L.D.

(1) Mouvement national algérien, créé par Messali pour concurrencer les transfuges du M.T.L.D.

22 milliards de mandats


Éditions Jomone

nombreuses cellules F.L.N. au sein de l'émigration.

La proclamation du 1er novembre fut reproduite à des milliers d'exemplaires et patiemment diffusée.

La tournée des cantines

Terbouche entreprit des tournées dans l'Est, à Nancy, Longwy, Villême, Revin, Givet. Inlassablement il expliqua le F.L.N. Lorsque, deux mois plus tard, Terbouche revit Boudiaf à Berne, il put déjà lui annoncer que 300 hommes étaient organisés (au printemps de 1955 la Fédération comptera 2 000 membres).

Avant de se séparer, les deux hommes allèrent chez un graveur à qui ils commandèrent le premier cachet du Front en France : des montagnes et un croissant.

Terbouche repartit aussi avec une lettre pour Ali Mahsas. Elle était écrite par Ben Bella qui ordonnait à son ami de rallier le F.L.N.

Ali Mahsas, qui vivait à Paris avec une carte d'étudiant au nom de Haouassi M'Barek, était une vieille connaissance des services de police : il s'était évadé en compagnie de Ben Bella de la prison de Blida, en mars 1951

A l'intention des autres centralistes (1) de Paris, Lahouel et Yazid avaient écrit des lettres semblables. Yazid, qui avait rejoint Le Caire et le C.R.U.A. dès le 1er novembre 1954 (c'est lui qui lut la « proclamation » à la presse) et qui fut le responsable des étudiants, puis du M.T.L.D. en France sous le pseudonyme de Zoubir, avait encore beaucoup d'influence. Boudiaf et Terbouche comptaient bien que sa lettre gagnerait à leur cause un grand nombre de militants.

Mahsas, qui avait toujours été bien informé des intentions du C.R.U.A., n'avait pas été surpris par le 1er novembre, mais, malgré ses liens avec Ben Bella et Didouche, il avait suivi Messali lorsque ce dernier transforma le M.T.L.D. en M.N.A.

L'hexagone divisé en 4 wilayas...

La lettre de Ben Bella et les échos des premiers succès du F.L.N. firent que Mahsas changea bientôt de camp. Cependant, sur l'ordre de Terbouche, il demeura quelque temps au M.N.A. pour y espionner et y... recruter pour le F.L.N.

A Paris, au printemps de 1955, Terbouche déploya une activité extraordinaire. Des cellules F.L.N. furent créées à profusion, le recrutement des sympathisants était en hausse, les cotisations « rentraient », le combat politique contre le M.N.A. s'intensifiait. Terbouche pouvait être satisfait. Mais, insuffisamment protégé et secondé, obligé à trop se « découvrir », il fut arrêté par la D.S.T. quelques mois après sa nomination.

Une direction collégiale lui succéda. Elle comprenait Ahmed Doum, Abderrahmane Gueras, Foudil Ben Salem, Mohamed Mechtati. La France fut divisée en quatre zones : wilaya du Nord, wilaya de Paris-rive gauche et de Paris-rive droite, wilaya de l'Est, wilaya du Sud (comprenant les régions de Marseille, Lyon, Toulouse et Bordeaux).

Entre M.N.A. et F.L.N. : la lutte au couteau !

Cependant, le M.N.A. de Messali Hadj n'était pas resté inactif. Lui aussi s'implantait, quoique avec des fortunes diverses, dans toute la France.

Les militants de l'ancien M.T.L.D. étaient dans une grande confusion, tiraillés entre les deux organisations. Au trésorier F.L.N. qui venait lui réclamer sa cotisation, le travailleur algérien répondait souvent : « J'ai déjà donné au trésorier du M.N.A. »

Jusqu'au début de 1957, l'implantation du M.N.A. fut la plus forte, notamment dans la région industrielle du Nord.

Les « règlements de comptes » entre F.L.N. et M.N.A. commencèrent. Ils furent sanglants. Les groupes de choc du M.N.A. étaient nombreux et bien armés. Dans un premier temps, ils imposèrent généralement leur loi au F.L.N. Sur le plan politique, et singulièrement en direction de la gauche française, ils furent plus habiles que le F.L.N. Le passé « marxisant » de Messali contribua à brouiller les cartes.

Au cours de sauvages affrontements, des centaines d'Algériens s'entretuèrent. Finalement l'Organisation spéciale (O.S.) du F.L.N. prit le dessus.

La première tâche que s'assigna le comité fédéral fut de compléter et d'améliorer les structures que, hâtivement, Terbouche avait mises en place. Il fallait qu'elles fussent aptes à résister à la police française qui n'allait pas manquer de passer à l'attaque. La cellule comprenait 6 ou 7 militants, le groupe, 15 à 20, la section, 60 à 100, la *kasma*, 150 à 300, le secteur, 600 à 900, la région, 1 800 à 2 700, la zone, 25 000 à 30 000.

Le racket, nerf de cette guerre

En dehors de la structuration et de l'information, la fédération de France du F.L.N. commença d'organiser la collecte des fonds. Elle décida que chaque travailleur verserait au F.L.N. mensuellement 500 francs (régulièrement augmentée, la cotisation atteint 3 000 francs en 1960).

C'est en moyenne une somme mensuelle de 500 000 francs de l'époque qui était récoltée. Il n'y avait eu aucune difficulté avec les anciens militants du M.T.L.D. qui avaient rejoint le Front.

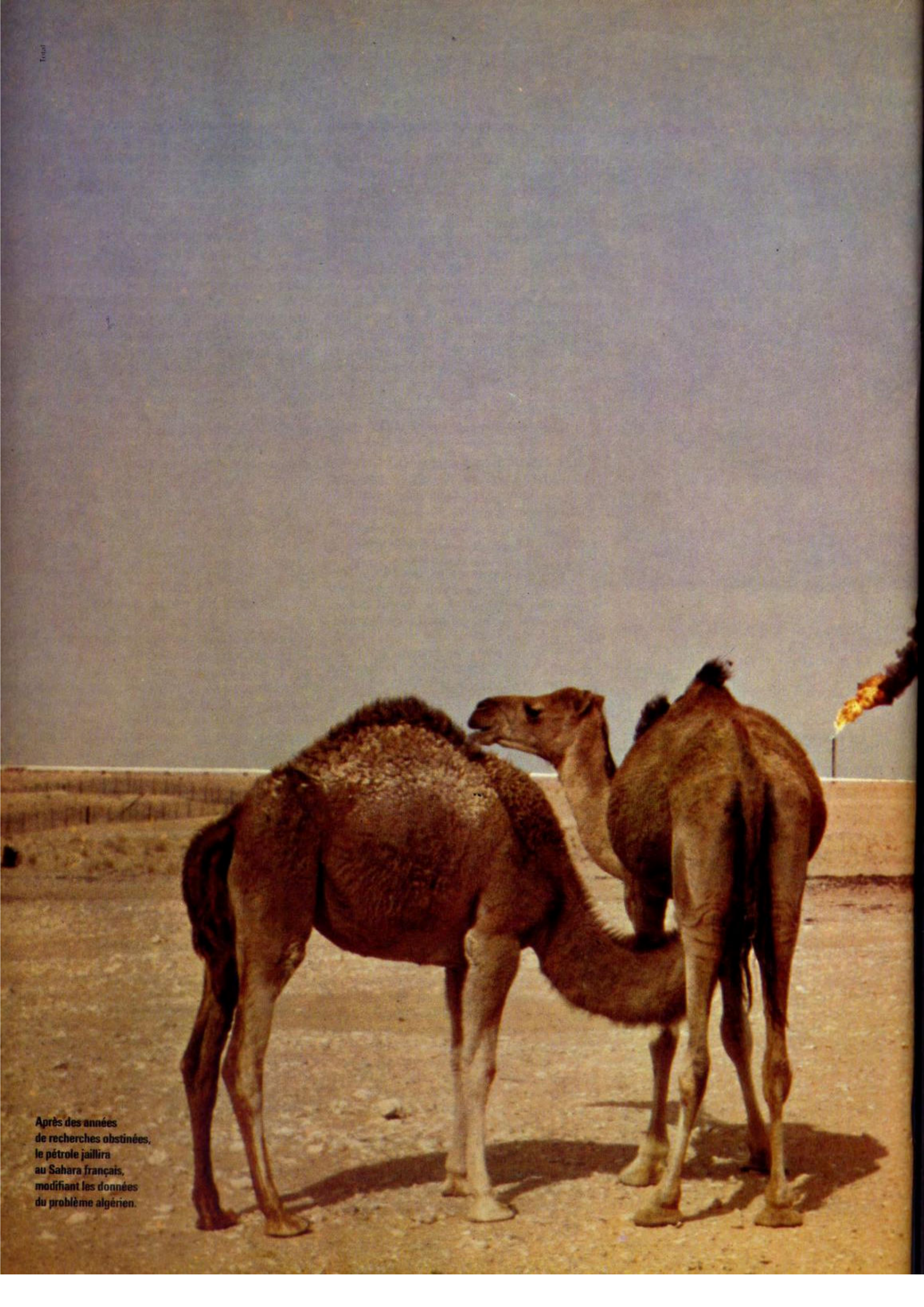
Il en allait autrement avec les réfractaires de la cotisation, soit qu'ils fissent partie du dernier carré des messalistes, soit que tout simplement ils n'eussent pas la fibre nationaliste très développée.

Avec ceux-ci et ceux-là, on employa la manière forte. Après un « premier avertissement », celui qui refusait de payer la cotisation (avec l'arriéré...) était rossé ou tué.

Toutes les cotisations étaient centralisées et comptabilisées à Paris par le comité fédéral, qui en assurait la répartition. On retenait d'abord les sommes nécessaires à l'organisation en métropole (indemnités des permanents, voitures, « planques », matériel de propagande, frais de justice, secours aux détenus et à leurs familles, etc.), le reste parvenait par de multiples chemins aux dirigeants des maquis en Algérie. H

Ali LAKHLIFI

(1) Les « centralistes » constituaient la fraction du M.T.L.D. hostile à la politique attentiste de Messali.



Total

Après des années
de recherches obstinées,
le pétrole jaillira
au Sahara français,
modifiant les données
du problème algérien.



PÉTROLE : ANNÉE ZÉRO

CE 15 juin 1956, en fin d'après-midi, une information laconique est reproduite sur les télescripteurs. Quelques mots qui vont bouleverser les données du problème algérien : du pétrole a jailli au Sahara.

Retransmis par Alger, le communiqué de la S.N.RE.P.AL. (Société nationale de recherches de pétrole en Algérie) précise avec une rigueur toute professionnelle : « La sonde du puits MD 1, foré sur le permis d'Oued-Mya, au lieu dit Hassi-Messaoud, à 75 km au sud-est d'Ouargla, a rencontré le toit de grès imprégné d'huile à 3 330 m et traversé la couche sur 140 mètres. »

C'est l'aboutissement d'une longue obstination. Depuis des années déjà, bien avant que la rébellion éclate en Afrique du Nord, la France cherche obstinément l'or noir dans les profondeurs de son océan de sable.

« Notre Oural, c'est l'Atlas »

« Notre Oural, c'est l'Atlas », disait Eirik Labonne, l'un des grands défenseurs de l'idée saharienne. Depuis 1928, Conrad Kilian, géologue inspiré, qui avait fait de nombreuses prospections aux confins libyens, étayait sa conviction de la richesse du désert sur d'incontestables observations techniques... De même, le professeur Émile-Félix Gautier, qui prophétisait à ses élèves : « Cette immensité pourrait être une source fantastique de prospérité. Un jour, nous y trouverons de grandes quantités de pétrole. » Pourtant, à l'époque, l'idée d'un Sahara sans huile est si aveuglément admise que deux ouvrages classiques faisant autorité en la matière, *Geology of petroleum* et *World geography of petroleum*, ne mentionnent même pas son nom.

Hallis Heldberg, géologue en chef de la société U.S. Gulf Oil Corporation, ▶

avec les chercheurs d'or noir, le Sahara de l'Atlantide devient un

déclarait encore en 1951 : « Aucune zone intérieure de l'Afrique ne présente d'intérêt pour les recherches. » Cependant, depuis 1939, la France y croit : on publie cette année-là trois feuilles de la carte géologique interne de l'Afrique qui mettent l'accent sur l'étonnante analogie de structure du Sahara et de l'Arabie. Mais la guerre mondiale survient et le plus grand désert du monde, tel le Sphinx, va sommeiller quelques années encore sur son trésor enfoui.

En 1948, une mission d'études psychologiques, mandatée par les deux grandes compagnies françaises qui sont intéressées à la recherche, la C.F.P.A. et la S.N.RE.P.AL. (1), débarque au Sahara.

Le bassin saharien : 7 770 000 km²

On sait que le pétrole (2) est un mélange d'hydrocarbures qui résulte de la transformation des matières organiques contenues dans un grand nombre de sédiments. Or le Sahara comporte un vaste bassin sédimentaire limité au nord par l'Atlas, au sud par le Hoggar et qui s'étend d'est en ouest, de la Libye au bassin de Tindouf.

Pour les spécialistes, l'huile précieuse doit fatalement exister dans cette immense étendue de 7 770 000 km².

Les moyens de transport, de recherche et d'investigation ont considérablement évolué depuis la fin de la guerre. Le Sahara est désormais à portée opérationnelle. Si le pétrole existe dans son sous-sol – et il n'y a aucune raison pour qu'il n'existe pas –, la France est en mesure de le trouver et de l'exploiter.

En mars 1949, une étude d'ensemble sur l'aspect pétrolier du bassin sédimentaire saharien se révèle si encourageante que la C.F.P.A. et la S.N. RE.P.AL., désormais associées, déposent une demande de permis exclusifs de recherche d'hydrocarbures dans la région qui s'étend depuis l'Atlas jusqu'au parallèle d'El-Goléa.

Le 16 octobre 1952, le gouvernement général de l'Algérie attribue par tirage au sort – pour répartir les chances de découverte – douze rectangles de 20 000 km² chacun, aux deux compagnies. Les permis sont octroyés pour cinq ans et les sociétés bénéficiaires doivent rendre la moitié de chacun d'eux à l'expiration de la première période quinquennale.

(1) Compagnie française des pétroles (Algérie).
(2) Du latin *petrae oleum* (huile de pierre).



Trois autres sociétés, la C.R.E.P.S., la C.P.A. et la C.E.P. (1) obtiennent également des permis de recherche dans le Sud saharien.

Des géologues... à dos de chameau

Ici, la boussole ne suffit plus. Curieusement, les cartes du désert sont incomplètes, presque dérisoires. Sans ces éléments essentiels, pas de prospection possible. L'Institut géographique national entreprend alors un sérieux relevé des surfaces par photographie aérienne.

Nantis de leurs cartes, les géologues peuvent partir. A 1 000 km d'Alger, les premiers pionniers, amenant avec eux véhicules, matériel et subsistance, vont vivre en ermites explorateurs.

Cette épopée splendide qui naît au grand soleil en rappelle irrésistiblement une autre : la conquête du

(1) C.R.E.P.S. : Compagnie de recherche et d'exploitation du pétrole au Sahara; C.P.A. : Compagnie des pétroles d'Algérie; C.E.P. : Compagnie d'exploitation pétrolière.

Texas français, capitale: Hassi Messaoud



Total

Les pionniers du pétrole dans leurs petites guitounes. Ils creusaient le sol, oubliaient le ciel, et firent pousser les seuls arbres du Sahara français : les arbres de Noël. C'est le nom qu'on donne aux robinets qui ferment les vannes de l'« or noir ».

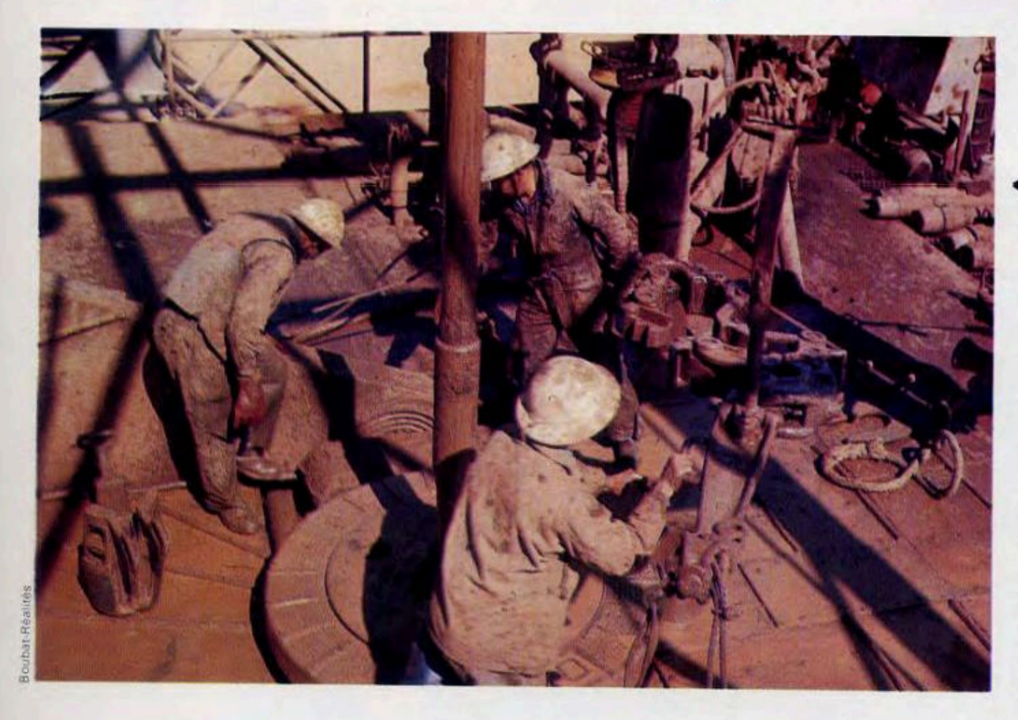
Guy Le Querrec

Texas, avec lequel le Sahara ne manque pas de points communs. Ces hommes jeunes, venus des quatre coins de France, ont juré de tenir la gageure. Sans crainte, ils se heurtent à une terre hostile, à un climat torride, à un monde destructeur. Ce n'est pas encore le temps des confortables pullmans climatisés, des piscines et du cinéma le soir. Ils couchent sous la tente pendant les nuits « glaciales », et, le jour, ils luttent comme des damnés sous un soleil implacable. Pas de dimanches, pas de jours de fête pour ces forçats volontaires; seulement le cordon ombilical de la radio, quelques boîtes de bière et, de temps en temps, la visite d'une caravane... En certains points des ergs inaccessibles aux Land-Rover, les géologues explorent les sables à dos de chameau, car les hélicoptères viendront seulement plus tard. Avec l'exploitation...

Sur les résultats de leurs travaux, la Compagnie générale de géophysique est alors chargée de l'exploration en profondeur par des « procédés de surface » : la gravimétrie (variation de l'intensité de la pesanteur en fonction de la répartition dans le sol de masses de densités différentes) est utilisée pour donner les indications structurales sur l'ensemble des permis. Les méthodes sismiques, réflexion et réfraction, précisent ensuite ces données de base. En 1956, le gisement d'Hassi-Messaoud sera localisé dans sa totalité par ce procédé.

« On ne dira jamais assez l'importance de la géophysique dans cette affaire où il a fallu tout inventer », dit M. Leca, ancien directeur général adjoint de la S.N.RE.P.AL., qui ▶

"la géophysique et la foi ont été nos armes les meilleures" disent les pionniers du pétrole



◀ Sur la plate-forme du forage règne une activité de navire de guerre. Mais le sous-sol est plus cher que l'eau. Au Sahara, un mètre foré coûte 150 000 à 200 000 francs. Dix fois plus qu'un mètre de route. Le coût d'un appareil de forage fonctionnant pendant un mois est de 50 000 à 70 000 francs. En 1956, 40 milliards ont été investis au Sahara. En 1957 : 55 milliards.

ajoute : « La géophysique et la foi ont été nos meilleures armes... »

Mais, pour l'instant, les pétroliers ne sont pas encore au bout de leurs peines.

Les forages de reconnaissance, l'installation du matériel lourd, se font dans des conditions acrobatiques. Il faut ouvrir des pistes, tracer des aérodromes, trouver l'eau. C'est la tâche du génie civil.

De la boue, une petite flamme un bec Bunsen...

Se souvient-on encore du prix de la sueur et du sang? Là où sont venus les pionniers français s'étendait le néant. Ce monde lunaire, cette nature morte, à force de courage et de persévérance ils l'ont ressuscité, l'ont réduit à merci. C'est vrai que sans leur foi, sans leur persévérance, le pétrole et le gaz, sources inestimables de richesse, croupiraient encore sous les sables.

C'est en mai 1953 qu'apparaissent enfin les premiers indices. A cette époque, l'oasis de Berriane est le théâtre d'une petite expérience, riche de signification. Une équipe de prospecteurs de la S.N. RE.P.AL. a enregistré, en présence du ministre de l'Industrie et de l'Énergie, M. Louvel, le résultat d'un premier forage d'essai à 2 000 m de profondeur. D'un peu de boue, un ingénieur recueille quelques centimètres de gaz qu'il fait passer dans une éprouvette. Devant le ministre, il l'approche d'un bec Bunsen. Une courte flamme jaillit.

Un peu plus tard, le 10 mars 1954, les prospecteurs sahariens vont enregistrer leur premier vrai succès, avec l'éruption-surprise de Berga. Sur ce chantier de la C.R.E.P.S., situé à 125 km d'In-Salah, le gaz combustible s'est échappé de terre alors que la sonde venait d'atteindre 1 400 m. Pour les chercheurs, c'est la preuve attendue que le Sahara cache du pétrole dans ses entrailles. Une grande lueur s'est allumée au ras des dunes infinies, attirant vers elle une caravane qui chemine sur la piste du Tidikelt. Les hommes voilés ont détourné leurs chameaux, intrigués par cette lumière insolite. A distance respectueuse du camp où les pionniers s'affairent sans se soucier de leur présence, ils fixent en silence la cathédrale métallique qui s'élève à 30 lieues de l'oasis la plus proche, dans un décor qu'ils imaginaient immuable.

Mais ce jour-là, à Berga, l'enthousiasme se nuance d'inquiétude. La nappe a été atteinte au premier forage, chose extrêmement rare, et l'éruption a surpris tout le monde. Dès les premiers jets, le travail est arrêté.

D'urgence, par un pont aérien, on amène dans le désert du matériel lourd, des pompes et la poudre de baryte indispensable au conditionnement des boues de forage.

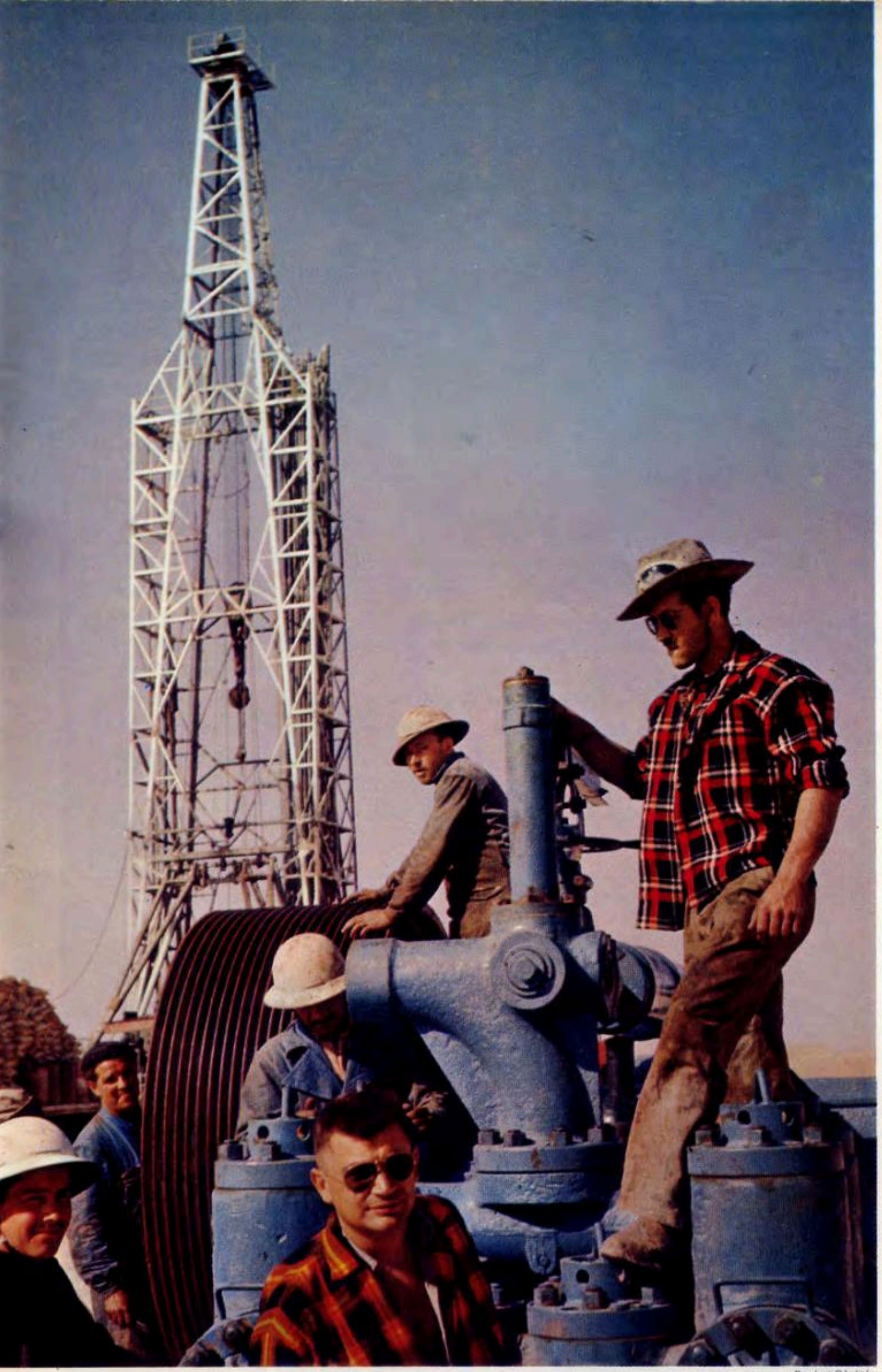
Le derrick. Cette ▶ petite tour Eiffel dressée contre le ciel saharien signale la présence du forage. MD 1, le premier forage d'Hassi-Messaoud, fournira, en 1959, 300 tonnes par jour. Débit comparable à celui des puits du Moyen-Orient.



Du pétrole ! Le Sahara, Texas français

Et c'est enfin cette fameuse journée du 15 juin 1956 qui voit le Sahara livrer son dernier secret.

Dans les dunes brûlantes à 3 000 km des Champs-Élysées, des hommes rudes, pataugeant dans l'or noir qui souille le sable millénaire, luttent contre les flammes échappées de l'enfer.



Boubat-Réalités

Ce que le communiqué de la S.N. RE.P.AL. n'a pas dit, c'est que la découverte s'est accompagnée d'un drame. Le pétrole saharien a son premier martyr : Jean Riemer, qui a payé de sa vie le privilège d'avoir été un précurseur...

15 heures. MD 1 (MD pour Messaoud) somnole dans le ronronnement monotone des moteurs Diesel qui actionnent la sonde. Une dizaine d'hommes vivent en commando depuis six mois dans ce trou perdu, au bout d'une piste invraisemblable que ne fréquentent plus guère les caravanes.

Hassi-Messaoud, « le puits du bonheur », est à sec. Quand ils sont arrivés dans ce coin de fin du monde, les pétroliers ont dû creuser pour trouver l'eau. Consolation, elle remonte de si loin, 1 000 mètres environ, que sa fraîcheur est sans égale.

Quelques cabines climatisées autour du derrick qui se dresse en tour Eiffel, des tentes et pas un brin d'ombre. C'est là tout l'univers de la première équipe de forage de la S.N.RE.P.AL.

Pour l'instant quatre hommes travaillent sur la plate-forme. Le contremaître Jean Riemer est au frein. En short et torse nu. C'est un jeune gars de vingt-huit ans qui a fait ses classes de foreur dans la plaine du Chélif. Voilà quatre ans qu'il est à la S.N.RE.P.AL.

La sonde tourne au ralenti. Il n'y a pas un souffle de vent et la chaleur recouvre tout, comme une chape de plomb en fusion.

Demain, les camions arriveront d'Ouargla, avec le ravitaillement frais. Soudain, un grondement démentiel monte du fond du puits. La colonne de boue, qui n'a pas été assez alourdie car c'est un sondage d'exploration, remonte à toute allure vers l'air libre, comme poussée par une force démoniaque. Elle crève la surface et s'échappe à gros bouillons. Stupéfaits, les hommes la voient jaillir comme la mousse d'une immense bouteille de champagne qu'on débouche. En un instant, l'atmosphère se charge d'une intenable odeur de gaz. Les diesels s'emballent à éclater.

Un formidable éclair balaie la plateforme. La déflagration a secoué le chantier, tout le monde accourt. L'ingénieur plonge dans la fournaise et ferme à toute allure les vannes spéciales de la tête de puits. Mais Riemer gît, atrocement brûlé.

L'alerte immédiatement est donnée à Alger. Un avion, envoyé d'urgence, rapatrie Riemer, mais ce dernier mourra, quinze jours plus tard, de ses blessures dans une clinique de Maison-Carrée.

Un Eldorado en sursis

Absorbés par leurs problèmes immédiats, consternés par le coup dur qui a frappé l'équipe, les hommes de MD 1 ne réalisent pas qu'ils viennent de trouver le pactole.

A Alger, la S.N.RE.P.AL. convoque d'urgence son état-major. Mais les pétroliers sont des gens sages, à l'enthousiasme mesuré. Avant de crier victoire, ils attendent confirmation.

Néanmoins, il faut dire quelque chose. Pour M. Bouakouir, c'est indispensable; administrateur de la S.N.RE. P.AL., représentant le gouvernement général, c'est un homme dynamique qu'une seule pensée domine : convaincre la France de rester en Algérie. Il donne des ordres pour que la nouvelle soit connue, mais avec toute la discrétion que commandent les circonstances.

Minable puits, abandonné des chameliers, Hassi-Messaoud, que gardaient autrefois les « joyeux », connaîtra, deux ans plus tard, une renommée mondiale. Baptisés « Maison-Verte », ses chantiers aux 300 puits seront plus ▶

quinze années pour trouver l'Eldorado

fréquentés que le boulevard Saint-Germain un soir de 14 juillet. Ils viendront de partout, journalistes, diplomates, conseillers, ministres, spécialistes, observateurs étrangers qui s'extasieront sur la réussite de l'épopée française au Sahara.

Au Caire, les chefs de la rébellion algérienne se frottent les mains, à l'annonce de la nouvelle. Les cousins riches d'Arabie Saoudite les ont toujours fait rêver. Déjà, des *chikaïas* naissent avec les voisins marocains et tunisiens au sujet des frontières sahariennes, que ceux-ci, dans leur convoitise, voudraient bien rectifier...

Mais à cet instant, il est impossible de ne pas penser que les Français font plus que mériter la richesse qu'ils viennent de découvrir. Car le pétrole, comme l'avait prédit quarante-huit ans auparavant le commandant Marchand, héros de Fachoda, va continuer de couler et de couler encore...

Les torchères, ces oriflammes qui brûlent nuit et jour et jour après nuit, consumant les gaz et les déchets qui s'échappent des nappes du sous-sol, en cours de forage. Quatre sociétés exploitent le périmètre saharien. La S.N. Repal, la C.F.P.A., la C.P.A. et la C.R.E.P.S. Elles ont réalisé 150 forages d'une profondeur de 3 000 m.

A OM 1 d'abord, puits de la C.F.P.A., implanté à quatre kilomètres au nord-est de MD 1, qui confirmera l'étendue et la valeur du champ d'Hassi-Messaoud, le classant parmi les vingt plus riches du monde. A Edjelé ensuite.

Les prospecteurs découvriront encore l'immense réserve de gaz naturel d'Hassi-R'Mel, la poche de Gassi-Touil...

« Quand il dévoilera ses richesses, c'en sera fait de notre Sahara », prédisait le commandant Marchand en 1909.

Mais, en 1956, la France est toute à son Eldorado et aux espérances qu'il fait naître : l'aventure saharienne commence, après quinze ans d'un dur prélude.

Mis en production le 6 janvier 1958, MD 1, premier puits saharien, est maintenant tari. Mais le pétrole continue de jaillir des centaines d'autres qui ont suivi et qui n'appartiennent plus à la France. De leur découverte, il reste un nom de rue à Hassi-Messaoud, la rue Jean-Riemer, la seule que les nouveaux maîtres du pétrole algérien n'aient pas encore songé à faire débaptiser. H

J. TAOUSSON

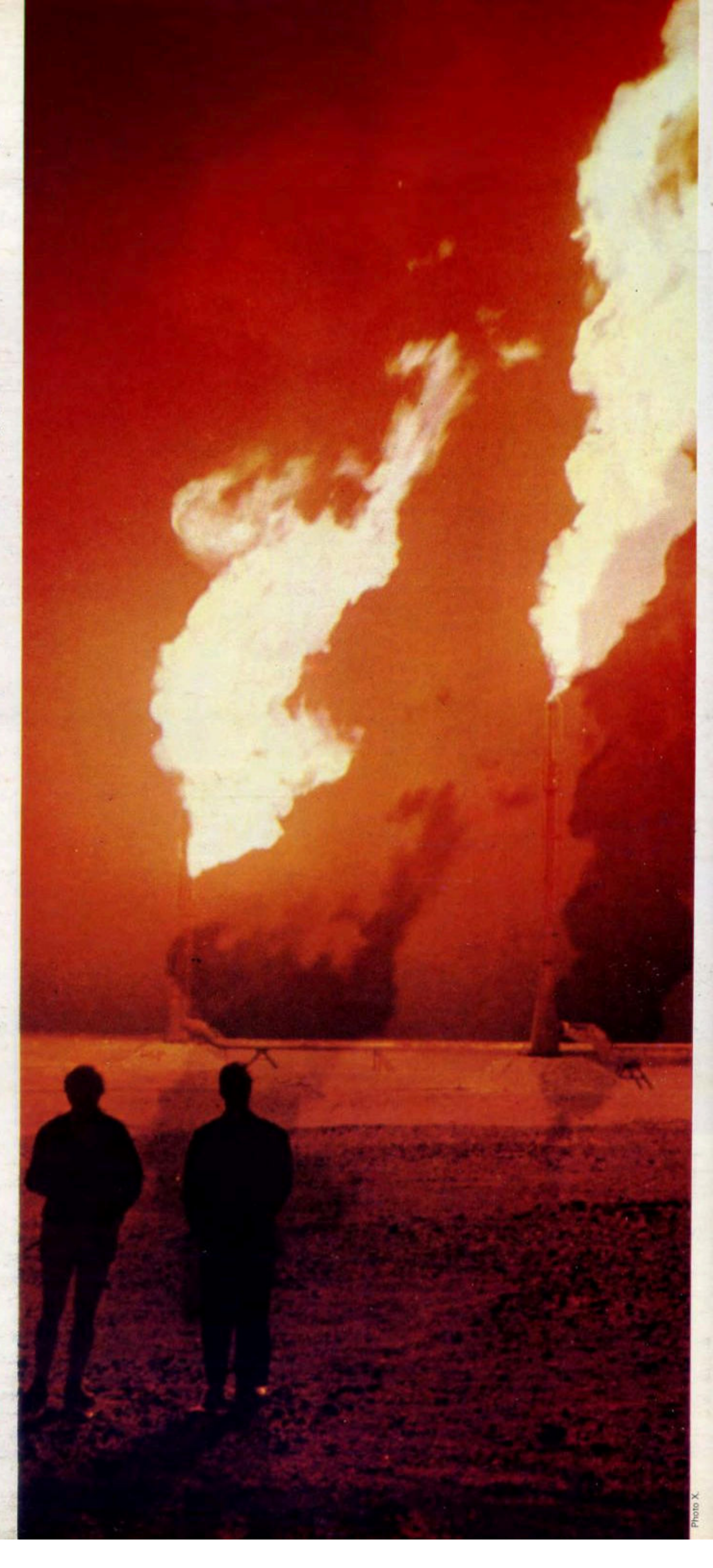


Photo X

CHRONOLOGIE Avril 1955

En France et dans le monde

FRANCE

2 : vote d'une loi accordant les pouvoirs spéciaux au gouvernement en matière économique et sociale jusqu'au 20 mai 1955.
2 : l'Assemblée nationale adopte le projet de loi sur l'état d'urgence en Algérie par 379 voix contre 219.
5 : accord Panhard-Citroën.
10 : mort du P. Teilhard de Chardin.
19 : publication du Code rural.
21 : protocole d'accord franco-tunisien. Entretiens Edgar Faure-Bourguiba.
28 : entretiens Edgar Faure-de Gaulle.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : Voyage d'étude au Maroc de M. Pierre July, ministre des Affaires marocaines et tunisiennes.
2 : les ulémas déposent le roi Ahmed du Yémen.
3 : les dernières troupes britanniques quittent le canal de Suez.
5 : le roi Ahmed du Yémen est rétabli sur le trône par ses partisans.
17-24 : élections cantonales en Algérie.
18 : accord israélo-jordanien sur la paix dans la zone de Jérusalem.
20 : inauguration de l'ensemble hydro-électrique de l'oued el-Abid, au Maroc.
22 : découverte d'un complot à Damas.
23 : nouvelle loi sur le service militaire obligatoire en Égypte.
26 : renforcement des mesures de sécurité en Algérie.

AMÉRIQUE

1er : ratification par le Sénat des États-Unis du dispositif des accords sur le réarmement allemand et sur l'adhésion de l'Allemagne à l'O.T.A.N.
11 : première liaison transpolaire Canada-Grande-Bretagne.
18 : mort d'Albert Einstein.
29 : le gouvernement argentin annonce la découverte d'un complot catholique et radical.

ASIE

1er : tremblement de terre aux Philippines.
6 : traité d'amitié indo-égyptien.
6-10 : conférence asiatique à New Delhi.
18-24 : conférence afro-asiatique de Bandoeng (29 pays, 55 % de la population mondiale).
22 : début de l'évacuation d'Haiphong par les troupes françaises.
28 : durs combats à Saigon entre les sectes et les gouvernementaux.
30 : le gouvernement américain assure de son soutien Ngo Dinh Diem, premier ministre du Sud-Vietnam.

EUROPE

1er : attentats contre les troupes britanniques à Chypre.
5 : démission de Winston Churchill (84 ans). Anthony Eden, premier ministre.
6 : le Sénat belge ratifie les accords de Paris.
11 : le P. Michel Browne (Irlandais) élu maître général des Dominicains.
12 : conversations austro-russes à Moscou.
12 : arrestation de 521 « agents des services d'espionnage de l'Ouest » en Allemagne orientale.
18 : exclusion du Comité central et révocation d'Imre Nagy, président du Conseil hongrois.
29 : Giovanni Gronchi élu président de la République italienne.
29 : entretiens Adenauer-Pinay à Bonn.
30 : l'U.R.S.S. décide d'apporter une aide scientifique pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique à cinq pays communistes.
30 : le P. Anastasio élu général des Carmes.

LA SEMAINE PROCHAINE



Sommaire n° 202 :

- **2 avril 1955 : le Parlement vote l'état d'urgence**
  Après un débat pathétique, Bourgès-Maunoury, ministre de l'Intérieur, exhorte les députés à assurer au gouvernement « les moyens de restaurer la paix et la confiance ». La loi est votée par 379 voix contre 219.

- **L'état d'urgence : un cauchemar pour les musulmans**
  Jacques Soustelle veut les rassurer. A Alger, poudrière pied-noir, il rencontre en secret, au Palais d'Été, un groupe de nationalistes algériens.

- **Abane Ramdane : l'homme fort du F.L.N.**
  Avec l'arrivée d'Abane Ramdane, le F.L.N. prend son véritable virage politique. A Alger, Abane rédige et lance un tract, qui fait date dans l'histoire de la rébellion.

- **Une rébellion en quête d'alliances**
  Abane Ramdane ouvre les portes du F.L.N. aux communistes et aux Français d'Algérie. Il déclare : « Débarrassez-vous de vos complexes vis-à-vis des Européens ! »

- **Ferhat Abbas passe au F.L.N.**
  Après le discours incendiaire de Djidjelli, le vieux leader de l'U.D.M.A. franchit le Rubicon. Il lance le fameux slogan : « Algérie algérienne. »

- **L'Algérie au jour le jour...**
  Pendant que le drame s'amplifie, pour les Européens, la vie continue, au rythme des saisons et des vieilles habitudes...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1971. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 1986.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 201 - 10 novembre 1971.

AUJOURD'HUI 12 PAGES

LIRE EN PAGE 4 : LES LETTRES
EN PAGE 5 : LA PAGE DE...

L'ÉCHO D'ALGER

15 FRANCS

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Directeur général : Alain de SERIGNY — Trois éditions quotidiennes

Jeudi 24 février 1955

Sans "combat" et à la très confortable majorité de 369 voix contre 210

Le gouvernement Edgar FAURE *obtient la confiance de l'Assemblée*

Le nouveau ministère

PRÉSIDENT DU CONSEIL	MM. Edgar FAURE (rad.-soc.).
MINISTRE DÉLÉGUÉ A LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL	Gaston PALEWSKI (rép. soc.).
GARDE DES SCEAUX	Robert SCHUMAN (M.R.P.).
AFFAIRES ÉTRANGÈRES	Antoine PINAY (rép. ind.).
INTÉRIEUR	BOURGES-MAUNOURY (rad.-socialiste).
DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES	Pierre KOENIG (rép. soc.).
FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES	Pierre PFLIMLIN (M.R.P.).
FRANCE D'OUTRE-MER	P.-H. TEITGEN (M.R.P.).
ÉDUCATION NATIONALE	Jean BERTHOIN (sénateur radical-socialiste).
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME	CORNIGLION-MOLINIER (rép. soc.).
INDUSTRIE ET COMMERCE	André MORICE (rad.-soc.).
AGRICULTURE	Jean SOURBET (ind. paysan).
TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE	Paul BACON.
RECONSTRUCTION ET LOGEMENT	Roger DUCHET (sénateur républicain indépendant).
SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION	Bernard LAFAY (rad.-soc.).
ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE	Raymond TRIBOULET (républicain socialiste).
AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES	Pierre JULY (A.R.S.).
MARINE MARCHANDE	Paul ANTIER (paysan).
P.T.T.	Ed. BONNEFOUS (U.D.S.R.).
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX FINANCES ET AUX AFFAIRES ÉCONOMIQUES	Gilbert JULES (sénat. R.G.R.).

Le "dossier Algérie" parait placé en bonnes mains

(*De notre rédacteur parlementaire* Jean ROMEIS)

PARIS. — A vaincre sans péril, M. Edgar Faure a triomphé sans gloire. N'était le scrutin, on pourrait même se demander s'il y a eu vraiment combat. Tout au plus, dirons-nous, une simple prise de contact, une confrontation pour laquelle, de part et d'autre, on ne se sentait pas la moindre ardeur.

[illegible]

★ Suite page 7

Mme Edgar Faure à la sortie... (United Press Photo)

Le vote des parlementaires algériens

[illegible]

Un heureux début

Disons-le d'emblée : M. Jacques Soustelle a gagné, hier, une partie délicate. On attendait avec quelque appréhension cette heure où nouveau gouverneur général, le ministre aurait, sinon à exposer un simple programme de politique algérienne, à esquisser du moins le cadre dans lequel s'inscriront ses desseins.

[illegible]

Installé hier, au cours d'une séance solennelle premier président de la Cour des comptes M. Roger Léonard évoque l'Algérie :

"J'ai laissé beaucoup de moi-même au Gouvernement général où, pendant quatre ans, j'ai connu une tâche exaltante et difficile"

[illegible]

Dans un geste de bonne volonté

Les Etats-Unis offriront à l'U.R.S.S. des stocks de produits agricoles

Le président EISENHOWER est conscient de la nécessité de limiter les armements

[illegible]

Un beau cliché






[illegible]

La conférence du S.E.A.T.O. s'est ouverte à Bangkok

La lutte contre l'activité communiste subversive, thème principal des conversations

[illegible]

LA PENSÉE ET L'ART CATHOLIQUES EN DEUIL

Paul CLAUDEL est mort



L'illustre poète qui était âgé de 87 ans *s'est éteint* hier dans la nuit à sa table de travail

Des funérailles nationales lui seront faites

[illegible]

Pour resserrer les liens culturels entre la Finlande et l'Algérie

M. NILS LUND attaché de presse à l'ambassade de Finlande vient passer une semaine à Alger



M. Nils Lund

[illegible]

OUVERT HIER SOUS LES DOMES DU GRAND PALAIS

Le Salon des arts ménagers est placé, cette année, sous le signe de la chimie, du plastique et de la couleur

[illegible]

EN CORSE

Un autocar est pris en écharpe par un train : 19 morts - 16 blessés

Un ouvrier sauve un enfant bloqué dans une conduite

L'EMPIRE DU MONDE... ...est entre leurs mains

IV. - L'ancien pêcheur des Baléares, devenu le maître occulte de l'Espagne Juan March, (75 ans), a ravi au fabuleux Dannie Heineman, (80 ans) 250 millions de dollars (1)

[illegible]

La pauvre île natale brûlée de soleil

Gérard FRESTE

★ Suite page 3

SÉRIEUSEMENT MALADE A L'INFIRMERIE DES BAUMETTES

Dominici refuse de recevoir son fils Gustave

FIL-RADIO

André Chaumeix est décédé hier

[illegible]

24 février 1955 : L'Écho d'Alger, journal de l'Algérie conservatrice, publie en première page la nouvelle de l'investiture du gouvernement Edgar Faure. Il accorde aussi sa confiance au nouveau Président du Conseil par un sous-titre très discret : « Le dossier Algérie placé en bonnes mains ». Les Français d'Algérie attendaient encore de la métropole, leur politique algérienne.